

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 24 Avril 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°110 ■

FACE À L'AMPLEUR DE LA SÉCHERESSE

Des céréaliculteurs interpellent le président Tebboune

La sécheresse prolongée, qui guette notre pays depuis maintenant quatre années de suite, a occasionné des pertes énormes pour les agriculteurs, notamment ceux de la filière céréaliculture. En effet, la faible pluviométrie et le manque de précipitations durant le mois de mars et avril courant risque de «compromettre» la campagne agricole.

P 3



Téléphonie mobile
Hausse
de 4,26% d'abonnés
en 2022 en Algérie

P3

Carburant
Près de 17,7 millions
de tonnes consommés
en 2022

P4

Malgré les sanctions internationales
La Russie retrouve
le «club des 100»
milliardaires

P 11

COOPÉRATION
**Tebboune en
visite d'Etat en
France en juin**

P 16

GPL-c

**Près d'un million de
véhicules fin 2023**

En 2022, la conversion de 100.000 véhicules a permis d'économiser 900.000 tonnes d'essence. Le président de l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH), Rachid Nadil a annoncé que le parc des véhicules fonctionnant au Gaz de pétrole liquéfié (GPL) en Algérie, s'élèvera à près d'un million de véhicules fin 2023, après la conversion de 100.000 véhicules durant l'année 2022, dans le cadre du programme national de promotion de ce carburant.

P2

Numérisation des finances
**L'impérative
accélération**

Il est patent de nos jours, à l'ère de la digitalisation de doter notre secteur des finances de la numérisation qui lui échoit. Le ministre des Finances, lors de ses vœux pour l'Adi El Fitr, aux personnels de son secteur a mis l'accent, sur l'impérative accélération de la cadence de numérisation du secteur des Finances en Algérie.

P 5

La qualité supérieure des dattes
Deglet Nour
**Un "visa" pour accéder
aux marchés mondiaux**

La qualité supérieure de Deglet Nour, une variété de dattes au goût succulent propre surtout aux régions des oasis des Ziban, constitue un "visa" lui permettant d'accéder aux marchés internationaux et de s'imposer sur les tables des consommateurs dans les quatre coins du pays, selon des professionnels du secteur agricole dans la wilaya de Biskra.

P 4

2E JOUR DE L'AÏD

Le dispositif de permanence respecté par les commerçants

Le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations a enregistré 50.798 commerçants et opérateurs économiques ayant respecté, lors du 2e jour de l'Aïd el-Fitr, le dispositif de permanence mis en place pour assurer l'approvisionnement régulier des citoyens en produits de large consommation, contre 13 commerçants au niveau national qui n'ont pas suivi ce dispositif.

Dans un communiqué rendu public samedi, le ministère a indiqué avoir enregistré "une reprise de l'activité commerciale par plusieurs commerçants et opérateurs économiques non concernés par la permanence de l'Aïd Al-Fitr", rappelant à l'ensemble de ces commerçants et opérateurs "l'impératif de reprendre normalement leur activité commerciale à partir de dimanche 23 avril en cours".

Par ailleurs, le ministère a présenté ses remerciements à tous les commerçants et les opérateurs économiques pour le respect du dispositif de permanence les deux jours de l'Aïd, et la satisfaction des besoins des consommateurs, selon la même source.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

6 morts et 426 blessés ces dernières 48 heures

Six (6) personnes ont trouvé la mort et 426 autres ont été blessées dans 481 accidents de la circulation survenus, ces dernières 48 heures, à travers plusieurs régions du pays, selon un bilan rendu public, ce samedi, par la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Saïda où trois personnes sont décédées et trois autres blessées, dans le renversement d'un véhicule sur le chemin de wilaya numéro 36 au niveau de la commune et daïra de Ain Lahdjer. Par ailleurs, les équipes de la Protection civile ont procédé à l'extinction de cinq incendies dans les wilayas d'Alger, Bordj Bou Arreridj, Mostaganem, Tamanrasset et Touggourt, ajoute le communiqué, précisant que l'incendie de Touggourt s'est déclaré dans une habitation et a causé le décès de trois enfants âgés respectivement d'un, deux et trois ans.

Les éléments de la Protection civile sont également intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à 23 personnes inconsciemment par le monoxyde de carbone émanant d'appareils de chauffage à l'intérieur de leurs domiciles respectifs dans les wilayas d'Alger (4 personnes), Médéa (3), Sétif (7), Guelma (7) et Oum El Bouaghi (2), note la même source.

GPL-C

Près d'un million de véhicules fin 2023

En 2022, la conversion de 100.000 véhicules a permis d'économiser 900.000 tonnes d'essence. Le président de l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH), Rachid Nadil a annoncé que le parc des véhicules fonctionnant au Gaz de pétrole liquéfié (GPL) en Algérie, s'élèvera à près d'un million de véhicules fin 2023, après la conversion de 100.000 véhicules durant l'année 2022, dans le cadre du programme national de promotion de ce carburant.

Synthèse Sirine R.

Dans un entretien à l'APS, Nadil a indiqué que « la cadence de conversion des véhicules au GPL-carburant (GPL-c) est en nette évolution, avec plus de 850.000 véhicules convertis depuis le début de cette opération en Algérie, soit une moyenne d'environ 100.000 véhicules par an et un coût de 70.000 DA/véhicule », faisant état de 1285 points de vente de ce carburant au niveau national. En 2022, la conversion de 100.000 véhicules a permis d'économiser 900 000 tonnes d'essence, selon le même responsable.

Parmi les mesures incitatives à l'adoption de cette mesure, il y a lieu de citer l'exemption de la vignette automobile pour les véhicules convertis, la réduction de la taxe sur la valeur ajoutée TVA (9%) pour l'ensemble des équipements de conversion à ce carburant, outre une importante différence entre le prix

à la pompe de l'essence et de celui du GPL-c. Selon Nadil, l'ARH aspire à accroître ce chiffre, à travers l'intensification des campagnes de sensibilisation au profit des citoyens, en sus de la réduction des coûts du kit et de son montage, en vue d'encourager l'utilisation du GPL-c qui permet d'économiser des quantités considérables d'essence, outre la préservation de l'environnement.

Entrée en service de 30 stations-service en 2023

Par ailleurs, le Directeur de la régulation économique à l'ARH, Samir Houghlaouene a fait état de l'entrée en service de 30 stations-service durant l'année en cours, atteignant un total de 2.580 stations à travers l'ensemble du territoire national.

L'ARH a procédé au traitement de 585 demandes d'autorisation pour l'exercice des activités de stockage et de distribution des produits pétroliers ainsi que la création d'unités de fabrication, de stockage de lubrifiants et de régénération des huiles en 2022,

a-t-il précisé dans une déclaration à l'APS. Sur ce total, l'ARH a répondu favorablement à 290 demandes, dont 47 autorisations accordées à des projets dans le domaine de fabrication et de distribution en gros de lubrifiants et de régénération des huiles usagées (19 autorisations définitives et 28 autres provisoires).

Il a, en outre, ajouté que l'ARH avait délivré 242 autorisations pour l'exercice des activités de stockage et de distribution des produits pétroliers, dont 134 autorisations définitives. S'agissant de la distribution de carburants, l'Autorité a enregistré en 2022 quelque 108 autorisations pour cette activité dont 30 définitives et 78 provisoires, selon le même responsable.

M. Houghlaouene a également affirmé que l'étude et l'octroi de ces autorisations se font conformément au Plan national de développement des infrastructures de raffinage et de transformation des hydrocarbures élaboré par une commission sectorielle spécialisée.

GOUVERNANCE LOCALE

Vers la formation des acteurs de la société civile

La société civile a fait une formidable mobilisation, ici et à l'étranger, au point de devenir un véritable rempart contre toutes les dérives sociétales, a laissé entendre ce dimanche le président de l'Observatoire national de la société civile, Noureddine Benbrahima.

« Nous avons constaté une forte demande de la part de la société civile en matière de modernisation et de participation citoyenne dans la gouvernance locale », a-t-il indiqué. Invité de la rédaction de la Chaîne 3, de la Radio algérienne, M. Benbrahima décrit la société civile comme « un grand chantier qui avance au rythme de la solidarité, formidablement exprimée, notamment, durant l'exercice du mois sacré de Ramadhan et caractérisé par le travail qualitatif et le travail humanitaire ».

C'est ce qui lui a valu, souligne-t-il, la reconnaissance du président de la République qui a salué le « bénévolat des volontaires et des bienfaiteurs, ayant produit cette belle image d'entraide citoyenne ». Le message en est, dit-il, que le

Chef de l'Etat voudrait « redynamiser cette cohésion sociale par l'aide de son voisin, aider les gens qui sont dans le besoin, en difficulté et des voyageurs. »

Cet élan extraordinaire, selon lui, est celui d'un engagement de nos valeurs très fortes qui reflètent un exercice pédagogique pour les jeunes à travers les restaurants, l'aide aux malades, aux orphelins, etc. M. Benbrahima ne cache pas son satisfecit de voir le nombre de milliers de jeunes engagés, préférant laisser les tables familiales pour être disponibles, des heures et des heures, au service de son proche et de son voisin.

« Mieux, enjoint l'invité de la radio, il y a eu même cette interculturalité linguistique et religieuse qui a largement reflété cette grande personnalité algérienne rendue possible à la faveur de la présence des étudiants africains en Algérie. »

Pour l'invité, il y a cette ambition d'étendre cet élan de solidarité à des projets de partenariat pour dépasser les activités liées à des conjonctures ou à un événement, mais

aussi inscrire la société civile qui d'un côté se modernise avec les outils et d'un autre côté se préserve avec nos grandes valeurs sociétales algériennes.

Pour cela, explique-t-il, il faut s'orienter vers la formation à l'optique de partenariats avec la wilaya et la commune à la lumière d'une nouvelle loi communale sur la gouvernance locale. Et de s'interroger : est-ce que la société civile est prête pour être acteur dans cet espace ?

« C'est pour cela que l'observatoire veut créer et mettre en place, en 2023, un centre na-

tional de renforcement et de développement des capacités des ressources de la société civile. Cet institut, une sorte de brainstorming, sur les grandes tendances qui touchent l'Algérie, l'Afrique ainsi que les autres continents, et ce, en mettant à profit les TIC afin de connecter l'observatoire avec les différents organismes en charge de la formation ».

A noter que l'observatoire lancera bientôt sa plateforme électronique qui va être alimentée par des modules liés à la formation.

R N

PERSONNES À MOBILITÉ RÉDUITE

Année importante d'Air Algérie

La compagnie aérienne nationale Air Algérie a annoncé hier dimanche sur sa page Facebook, qu'à partir du 1er mai 2023, la réservation d'une chaise roulante doit se faire au niveau des agences Air Algérie au plus tard 48 heures avant la date du voyage. Le transporteur aérien a indiqué que pour des raisons de sécurité, de confort et de qualité de service, le nombre de chaises roulantes par vol est limité. Air Algérie a indiqué qu'un accompagnateur âgé de au moins 18 ans révolu, capable d'assister la personne dont il a la charge est nécessaire dans certains cas, et ce sur présentation d'un justificatif médical.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine
Ibn Ziri Alger

Siège de la rédaction
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Saïd, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité « ANEP » ALGER:

PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur
email: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz

Tél. : (021) 71.16.64 - 73.71.28

Fax : (021) 73.95.59
(021) 73.99.19

FACE À L'AMPLEUR DE LA SÉCHERESSE Des céréaliculteurs interpellent le président Tebboune

La sécheresse prolongée, qui guette notre pays depuis maintenant quatre années de suite, a occasionné des pertes énormes pour les agriculteurs, notamment ceux de la filière céréaliculture. En effet, la faible pluviométrie et le manque de précipitations durant le mois de mars et avril courant risque de « compromettre » la campagne agricole.

Par Zahir R

Selon les estimations du 1^{er} président et SG du Conseil interprofessionnel des céréales (CNIFC), Benali Abdelghani, les pertes sont énormes et varient entre 75 à 80% de la production globale. S'exprimant sur les ondes de la radio nationale « Chaîne II », le SG du CNIFC estime que la situation est grave nécessitant des mesures particulières pour réduire l'impact sur les agriculteurs et préparer dès maintenant la campagne agricole 2023-2024.

« Il faudrait que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune intervienne, en décrétant une situation spéciale pour une année spéciale. C'est le seul moyen pour sauver la face et accompagner les agriculteurs dans cette situation particulière. Sinon, beaucoup de ces professionnels vont abandonner le domaine agricole et la saison prochaine sera très compliquée », alerte-t-il. En effet, la situation risque de s'enfermer de plus, si le gouvernement n'intervient pas avec des mesures courageuses pour limiter les dégâts et réduire le choc sur les agriculteurs. Actuellement, l'agriculteur n'est pas en mesure pour le remboursement des crédits contractés auprès de la banque et de continuer à financer ces activités. « C'est de la banque route pour les agriculteurs », déplore

Benali Abdelghani.

« Nous interpellons le président de la République sur cette déplorable situation afin de prendre les mesures nécessaires pour la préservation des acquis et biens des agriculteurs. Nous souhaitons également un intérêt particulier pour l'agriculteur notamment en matière de remboursement de dettes », lance-t-il. Et d'ajouter : « Nous devons au moins travailler à la sauvegarde de notre semences de blé pour la saison prochaine ».

Questionné sur l'absence de la culture d'assurance chez les agriculteurs, le même responsable a pointé du doigt la gamme des produits proposés par la CNMA, dont seules les calamités naturelles (grêle et incendie) sont couvertes. L'assurance des aléas climatiques est absente, affirme-t-il, en déclarant que tout le nord du pays est sinistré cette année.

Le SG Conseil interprofessionnel des céréales (CNIFC), Benali Abdelghani a appelé le ministère de l'hydraulique à la gestion de cette crise en déployant plus de moyens pour garantir du leau pour l'irrigation. Faute de la disponibilité de cette ressource, l'irrigation d'appoint s'est réduit à 10% cette année contre 65% auparavant ! Ceci témoigne sur l'ampleur de la sécheresse qui est un phénomène caractéristique du climat méditerranéen, qui n'est pas nouveau, lié au processus de réchauffement climatique. Mais

le problème est que ces quatre dernières années, « nous avons également souffert d'un manque de précipitations dans le contexte d'une augmentation notable des températures », constate un agronome. L'invité de la radio a fait savoir également que « nous avons beaucoup de périmètres réservés et dotés de moyens d'irrigation, mais le manque d'eau a anéanti ses efforts et investissements en matière d'équipements ».

Dans ce cadre, l'intervenant a proposé d'accorder la gestion de l'eau destinée à l'irrigation pour le ministère de l'agriculture. Certes, il ya une commissions interministérielle qui travaille sur la question, mais la « jonction » entre le ministère de l'agriculture et celui de l'hydraulique est difficile ! L'agriculteur trouve d'énorme de difficultés dans l'approvisionnement en eau pour l'irrigation. Des investissements sont annoncés dans la réalisation de dessalement de leau de mer, mais beaucoup de travail reste encore à faire dans l'utilisation optimale des eaux réservées à l'agriculture. Des stations de traitement des eaux usées sont réalisées à coût de milliers de DA, mais, déplore-t-il, cette eau n'est pas utilisée. Près d'un milliards de m3 sont versés dans la nature sans utilisation. L'heure est venue, donc, à la révision de notre stratégie et l'exploitation de tous les ressources en eau existantes.

TÉLÉPHONIE MOBILE

**Hausse de 4,26%
d'abonnés en 2022
en Algérie**

Le nombre d'abonnés à la téléphonie mobile était de 49 millions au 31 décembre 2022 en Algérie, contre 47 millions d'abonnés à la même période de l'année 2021, soit une hausse de 4,26%, indique le dernier rapport de l'Autorité de régulation de la poste et des communications électroniques (ARPCCE).

Sur les 49 millions abonnés actifs à la téléphonie mobile (GSM, 3G et 4G), 4,26 millions étaient abonnés au réseau GSM soit 8,69%, contre 44,75 millions abonnés au réseau 3G/4G, soit 91,31%.

Le taux de pénétration au réseau de la téléphonie mobile a enregistré une évolution nette de 4,34% en une année, passant de 106,71 % au 31 décembre de 2021 à 111,05% au 31 décembre de 2022.

"Cette évolution est due à la légère augmentation du marché de téléphonie mobile d'une part et de la population algérienne d'autre part", explique la même source.

Ce rapport a été élaboré selon une population algérienne estimée à 44,14 millions d'habitants et un nombre de ménages évalué à 7,35 millions au 31 décembre 2022.

S'agissant des opérateurs de téléphonie mobile, Mobilis demeure en tête, en termes d'abonnés aux réseaux GSM, 3G et 4G au 31 décembre de 2022, avec 21,09 millions d'abonnés, suivi de Djazzy (15,17 millions) et d'Ooredoo (12,74 millions), note l'ARPCCE.

L'opérateur Mobilis enregistre ainsi une évolution de son nombre d'abonnés GSM, 3G et 4G avec 21,09 millions d'abonnés à la fin de l'année 2022, contre 19,82 millions à la même période de l'année 2021, relève le rapport.

Il est suivi de l'opérateur Djazzy avec 15,17 millions d'abonnés en 2022 (14,59 millions en 2021) et Ooredoo avec 12,74 millions d'abonnés au 31 décembre de 2022 (12,59 millions à la même période de 2021).

La part de marché de Mobilis a été estimée à 43,04% au 31 décembre 2022 (42,18% durant la même période de 2021), celle de Djazzy a été évaluée à 30,96% en 2022 (31,04% en 2021) et d'Ooredoo à 25,99% en 2022 (26,78% en 2021).

R.E.

RAPPORT DE L'ORGANISATION MÉTÉOROLOGIQUE MONDIALE

Les températures de plus en plus élevées

Le rapport annuel de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), révèle que la glace de mer en Antarctique est tombée à son plus bas niveau.

De 2015 à 2022 ont été les années les plus chaudes. La fonte des glaciers et la montée du niveau des mers, qui ont atteint des normes record en 2022, vont se poursuivre pendant des milliers d'années. Le Secrétaire général de l'OMM, Petteri Taalas, a déclaré : « Avec l'augmentation continue des émissions de gaz à

effet de serre et la poursuite du changement climatique. Les populations du monde entier continuent d'être fortement touchées par les phénomènes météorologiques et climatiques extrêmes ».

Le rapport indique également que tout au long de l'année de référence, des conditions climatiques dangereuses et des événements liés aux conditions météorologiques, ont entraîné un nouveau déplacement de la population. Et les conditions se sont détériorées pour bon nombre

de 95 millions de personnes, déjà déplacées depuis le début de 2022.

Le nouveau rapport de l'OMM est accompagné d'une carte des événements, qui fournit des informations aux décideurs sur le fonctionnement des indicateurs de changement climatique. Il montre également comment la technologie améliorée rend la transition vers les énergies renouvelables moins chère et plus facile que jamais.

Dans un communiqué, le secrétaire général de l'ONU, António

Guterres, a déclaré : « Nous devons accélérer l'action climatique avec des réductions d'émissions plus importantes et plus rapides, pour maintenir la hausse de la température mondiale à 1,5°C. Nous avons également besoin d'une augmentation significative des investissements dans l'adaptation et la résilience. Surtout pour les pays les plus vulnérables et les communautés les moins responsables de la crise ».

Agence

SALON SPSA-FILAHA

Les entreprises brésiliennes appelées à y participer

La prochaine édition de SPSA-FILAHA dédiée à l'agriculture, l'élevage et l'agro-industrie, se tiendra du 22 au 25 mai 2023 au Palais des Expositions (Safex), Alger. Cette 21^{ème} édition promet d'être encore plus florissante que toutes les éditions précédentes. Dans cette perspective, l'Ambassade du Brésil à Alger appelle les entreprises brésiliennes à participer en force au plus grand salon agroalimentaire d'Afrique. L'ambassade disposera d'un espace de 50 m2. L'Association du café de spécialité brésilienne (BSCA) a déjà confirmé sa participation au Spsa-Filaha. D'autant que la Chambre de commerce arabo-brésilienne (ABCC) fournira un appui institutionnel. D'autres régions du Brésil ont été consultées et sont également attendues, bien que les confirmations soient toujours.

Pour encourager les entreprises brésiliennes à y prendre part, la représentation diplomatique souligne que l'Algérie connaît une nouvelle phase d'ouverture aux importations. Une opportunité pour les entreprises brésiliennes exportatrices de produits alimentaires, précise-t-il. A cet égard, l'ambassadeur du Brésil à Alger, Flavio Marega, estime, dans une déclaration à ANBA (Brazil-Arab News Agency) que « c'est le bon moment

pour les exportateurs brésiliens de venir vivre ce nouveau moment en Algérie ».

En outre, Flavio Marega a rappelé que, dans le cadre de l'approvisionnement du marché de viandes rouges, l'Algérie a importé 10 000 bovins du Brésil. « Je pense que cela a ouvert une voie importante », a-t-il déclaré. Le diplomate estime que l'Algérie pourrait également ouvrir son marché de la volaille et de la viande bovine brésilienne. L'ambassadeur voit de bonnes perspectives non seulement pour les exportateurs de bœuf brésiliens, mais aussi pour la demande locale de nombreux produits brésiliens. Flavio Marega voit également un marché potentiel en Algérie pour les cacahuètes, les cafés de spécialité et les produits laitiers.

Selon le même diplomate, lors de l'édition précédente du Salon Spsa-Filaha, le Brésil a été contraint de réduire sa participation en raison de la pandémie de la Covid-19. Mais devant la demande accrue et la consultation de 200 professionnels, l'Ambassade a été amené à revoir sa copie. « Cela nous a amenés à proposer à nouveau cette année, au ministère brésilien des Affaires étrangères qui a donné son aval », dit-il.

Lors de la 20^{ème} édition 2022 du salon, plusieurs opérateurs économiques algériens

avaient exprimé leur intérêt à des partenaires dans les domaines du matériel agricole, du maïs, du soja, du bétail, des aliments de bétails, des semences et des équipements destinés à la production d'aliments de bétails. « Il ya cette politique gouvernementale d'augmenter la production d'aliments pour animaux (fourrage) ici en Algérie, à tel point que cette année, pour le Ramadan, ils ont importé 10 000 bovins du Brésil pour engraisser ici. Ce domaine des semences a une forte demande pour apporter des semences du Brésil et améliorer la qualité des fourrages ici », a-t-il déclaré.

Actuellement, les principales exportations du Brésil vers l'Algérie sont le sucre de canne, le minéral de fer, l'huile de soja, et le maïs, tandis que les principales exportations de l'Algérie vers le Brésil sont les principales huiles végétales carburant et l'urée. En 2022, les échanges commerciaux entre les deux pays ont totalisé 1,9 milliard de dollars, en hausse de 26,3% par rapport à l'année précédente, selon les données du ministère brésilien du Développement, de l'Industrie et du Commerce extérieur.

Synthèse R.E.

UTILISATION EXCESSIVE DES
SMARTPHONES

Des spécialistes
tirent la sonnette
d'alarme

Des pédagogues et des psychologues ont alerté sur les risques de l'utilisation excessive des smartphones sur la santé mentale et physique des élèves et son impact sur leur scolarité. Contacté par l'APS, le président du bureau de wilaya de l'association Al-Maali pour les sciences et l'éducation (Oran), le pédagogue Abdallah Salhi, a prévenu que "l'utilisation excessive des smartphones et des jeux vidéo entraîne chez les élèves une monopolisation de la pensée, un manque de concentration, une grande irritabilité et de la fatigue".

Cela est dû à la consommation effrénée de contenus défilant à une vitesse qui ne permet pas à l'enfant de traiter ni d'analyser les données, qui continuent d'occuper son esprit bien après l'utilisation de ces appareils, avec pour conséquences une difficulté à se concentrer et un déficit de l'attention, qui se répercutent sur sa scolarité, a expliqué le spécialiste.

Selon l'intervenant, beaucoup d'enfants et d'adolescents passent de longues heures sur ces appareils au détriment de la durée et de la qualité de leur sommeil, d'où la sensation pour eux d'être fatigués sans avoir fourni le moindre effort. Aussi, a-t-il appelé les parents à sensibiliser leurs enfants de manière scientifique et pédagogique pour les convaincre de l'impact négatif de la surexposition aux smartphones et aux jeux vidéo sur les fonctions cérébrales, notamment "les oublis fréquents et le manque de concentration".

Cela dit, il existe des outils pédagogiques qui aident à y remédier, a-t-il rassuré, estimant que la lecture du Coran et la prière contribuent à la stabilité psychologique et au développement des capacités mentales des élèves.

Il a également invité les parents à accompagner leurs enfants, notamment lors de l'utilisation de ces technologies, et à mettre en place un programme permettant de réduire leur stress psychologique et leur charge mentale et physique.

Pour sa part, le spécialiste en psychologie Boubaker Mansour (Université d'El Oued) estime que le manque de sommeil a un impact direct sur la santé de l'élève, particulièrement en ce qui a trait à l'utilisation des technologies et au visionnage des films, au regard des effets de l'excès de visionnage de films et de jeux électroniques qui entraînent une perte de concentration en classe, le lendemain.

R. N.

LA QUALITÉ SUPÉRIEURE DES DATTES DEGLET NOUR

Un "visa" pour accéder aux marchés mondiaux

La qualité supérieure de Deglet Nour, une variété de dattes au goût succulent propre surtout aux régions des oasis des Ziban, constitue un "visa" lui permettant d'accéder aux marchés internationaux et de s'imposer sur les tables des consommateurs dans les quatre coins du pays, selon des professionnels du secteur agricole dans la wilaya de Biskra.

Par R E

L'expert au Centre de recherche scientifique et technique sur les régions arides de Biskra, Kamel Bensalah, a indiqué que le produit de Deglet Nour, à l'instar des autres variétés, n'a subi aucun changement ou altération dans sa composition, et n'a fait l'objet d'aucun ajustement de laboratoire menaçant son caractère de "Produit bio", affirmant que les engrais utilisés sont généralement naturels.

La catégorie Deglet Nour dont la réputation n'est pas à démontrer car célèbre à l'international, est forte par son goût spécial, sa forme, sa couleur, son volume et sa valeur nutritionnelle. En plus, affirme-t-on, elle est conforme à toutes les normes requises par les consommateurs au fil des années. L'agriculteur producteur garde toujours les mêmes moyens dans l'entretien des palmiers-dattiers à partir de la pose des engrais, la pollinisation en passant par la taille et le traitement, in fine, de l'arbre pour faire tomber les précieux fruits, une technique maîtrisée de père en fils.

APPEL D'OFFRES DE 2000MW

Les modalités de participation seront allégées

Une rencontre entre Green Energy Cluster Algeria représenté par son président du conseil d'administration, Mehdi Bendimerad et son directeur général, Boukhalfa Yaïci et le PDG de sonelgaz, Mourad Adjal, a été organisée mercredi dernier, a indiqué Le cluster dans un post dans sa page sur les réseaux professionnels. Au cours de cette rencontre, un échange très fructueux a eu lieu qui a permis de partager des points de vue de partie et d'aboutir à des résultats très prometteurs pour le

de son côté, Madani Balouti, propriétaire de l'entreprise "Les oasis originelles" de commerce en activité depuis 2011, estime, en se référant à son expérience dans la commercialisation de Deglet Nour, que cette dernière jouit de son caractère de "produit d'excellence" attirant fortement le consommateur qui la découvre pour la première fois, s'offre comme cadeau de grande valeur, rafle les Prix des expositions à travers le monde et, partant, fait l'objet d'un engouement sur les marchés local et international. M. Balouti a précisé, qu'en dépit de des conditions draconiennes exigées par les Etats s'agissant des produits importés, Deglet Nour "y souscrit haut la main". "Mieux, la demande sur cette variété augmente d'année en année", s'est-il réjoui.

Le propriétaire d'une exploitation agricole située à Foughala, Farid Bourenane, a indiqué, pour sa part, que les dattes portant le label Deglet Nour avec ses spécificités et l'engouement qu'elle suscite auprès des consommateurs locaux et étrangers, a pu, des années durant, saccaparer l'intérêt des agriculteurs notamment dans la commune de

Tolga et les régions limitrophes car la semence de cette catégorie est devenue des plus prisées et peut être la seule à être cultivée à travers les vergers et les terres agricoles mises en valeur récemment. Un spécialiste de la ressource végétale dans la région, El Hadj Abdokader Abadou de Bordj Ben Azouz, a affirmé, lui, que les dattes Deglet Nour sont parvenues à préserver les mêmes caractéristiques de qualité et sont, depuis longtemps, demandées sur les marchés étrangers, rappelant que cette catégorie de dattes avait fait l'objet d'un "véritable pillage" durant l'occupation, car le colonisateur utilisait une voie ferrée allant de la ville de Tolga vers les ports pour transporter les quantités produites de dattes vers la France.

D'autres catégories de dattes se repositionnent

Les oasis des Ziban disposent, en plus de Deglet Nour, de plusieurs autres catégories sèches et tendre comme la patte de dattes, la datte blanche, l'Orpheline, la Sucrée et "Doigts de mariée" qui étaient classées sur la liste dévaluation de la qualité dans la deuxième place après Deglet Nour, mais a pu glaner une position importante dans

les marchés comme étant des produits bénéficiant d'engouement croissant de la part des consommateurs surtout après son intégration dans l'industrie de transformation, selon l'agriculteur El Hadj Omar Hamlaoui.

Il a été constaté, dans ce cadre, que ces catégories, répandues à travers plusieurs régions des Ziban comme les oasis de Sidi Okba, Aïn Naga, El Hadjeb, Bouchagroune et Doural, ont connu une hausse de la demande qui s'est répercutée sur son prix. A titre d'exemple, le prix dukilogramme de la catégorie "Patte de datte" (Ghars) est passé de 100 DA à 200 DA, ces deux dernières saisons, a-t-il relevé.

La disponibilité de ces catégories, sur le marché local, avec des prix inférieurs à ceux de Deglet Nour et l'engouement suscité auprès des consommateurs leur ont permis de devenir une matière première dans les industries de transformation pour la production de plusieurs aliments à base de dattes, comme la confiture de datte, le miel de datte et les produits cosmétiques, selon le même agriculteur.

R. E.

GESTION DES DEMANDES ET LE STOCK DES MÉDICAMENTS

La PCH lance une plateforme numérique

Le directeur général de la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH), Samir Farhat, a annoncé que dans le cadre de l'opération de numérisation, le PCH a lancé une plateforme numérique pour gérer les demandes durant ce mois après la facilitation d'accès aux établissements hospitaliers, relevant que malgré une réticence au début, le nombre de demandes électroniques a enregistré une hausse graduelle pour atteindre à présent 600 demandes. Le PCH veille à passer à une deuxième étape en matière de numérisation, à savoir l'amélioration de la gestion des stocks des établissements hospitaliers pour assurer tous les types de médicaments et créer une opération de solidarité entre ces établissements et éviter certaines ruptures enregistrées dans certains médicaments de temps en temps ainsi que le surstock pour autres. Cette opération permettra de garantir un bon suivi de gestion des médicaments au niveau des établissements hospitaliers et lutter contre le gaspillage à travers le transfert des médicaments avant la date de péremption d'un établissement hospitalier à un autre en cas de besoin.

par ailleurs, le même responsable a annoncé

également l'acquisition de 500 types de médicaments pour renforcer le stock de la PCH et des pharmacies des hôpitaux, notamment celles ayant connu une pression ces derniers jours, assurant que les pouvoirs publics ne ménagent aucun effort pour garantir les moyens financiers nécessaires aux soins.

Dans une déclaration à l'APS, M. Farhat a affirmé que la PCH avait acquis "500 types de médicaments pour renforcer le stock de la PCH et les pharmacies des hôpitaux, notamment celles qui ont connu une pression", insistant sur les médicaments entrant dans le cadre de l'anesthésie et destinés aux opérations chirurgicales.

Selon M. Farhat, la "pression" enregistrée s'explique par la reprise des activités médicales après la Covid-19 notamment dans les services de chirurgie en général et le traitement de nouveaux cas de malades d'où la cadence accrue des activités au niveau des services en question.

La PCH "a tracé un programme proactif conformément aux demandes des établissements hospitaliers pour l'acquisition de plusieurs médicaments dont ceux utilisés en anesthésie selon les besoins programmés,

mais ces demandes dépassent souvent la quantité acquise en raison des nouveaux cas enregistrés d'où la pression sur les médicaments", a-t-il expliqué.

Le responsable a évoqué "la fourniture de médicaments entrant dans le cadre du nettoyage des veines des malades atteints de cancer, qui suivent une chimiothérapie au cours de cette semaine", indiquant avoir "demandé au ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique d'encourager la production locale de ce type de médicament au cours des prochaines années".

Le responsable a souligné que le problème des ruptures de certains médicaments anticancéreux "ne se pose pas", néanmoins en vue d'une amélioration de prise en charge des patients "nous œuvrons à assurer un autre type, en occurrence les médicaments innovants", ajoutant que les laboratoires producteurs de ce type de médicaments "ont répondu à notre demande en termes de durée d'approvisionnement, mais aussi de prix". Des bons de commandes seront signés dans les délais impartis pour les livrer aux établissements hospitaliers prochainement, a-t-il ajouté.

Synthèse S R

NUMÉRISATION DES FINANCES

L'impérative accélération

Il est patent de nos jours, à l'ère de la digitalisation de doter notre secteur des finances de la numérisation qui lui échoit. Le ministre des Finances, lors de ses vœux pour l'Adi El Fitr, aux personnels de son secteur a mis l'accent, sur l'impérative accélération de la cadence de numérisation du secteur des Finances en Algérie, tout en relevant l'importance de ce processus dans la réussite des réformes économiques en cours.

Par Reda Hadi

En effet et sans aucun doute, le XXI^e siècle est le siècle du numérique. Bref, du digital de toutes parts. Un changement si rapide et continu du mode de vie des citoyens a bien évidemment un effet non négligeable sur l'économie. Et cela entre bien évident dans le cadre de l'amélioration du cadre de vie des citoyens. Aussi les pouvoirs publics ont entrepris de moderniser ce secteur par la numérisation en édictant des mesures appropriées comme la numérisation des impôts, des douanes, qui faciliteront les activités économiques. L'importance de la numérisation des finances est capitale pour notre économie, qui doit être au diapason des règles mondiales. C'est pourquoi lors de ses vœux, le ministre des finances a insisté sur l'importance de ce secteur des finances soulignant "l'urgence" de sa

numérisation et de sa modernisation pour la réussite des réformes engagées par les pouvoirs publics. Il a insisté, par la même occasion, sur "la poursuite du processus de modernisation du secteur et l'accélération de la cadence de numérisation de toutes les activités de la finance générale à tous les niveaux", et ce, a-t-il fait observer "compte tenu de l'importance de l'établissement d'un nouveau système de gouvernance basé sur l'efficacité, à travers la consécration effective de la culture de travail reposant sur l'évaluation selon les résultats, partant de la perspective de l'amélioration de la qualité du service public fourni par le secteur".

Et s'il est un domaine qui nécessite urgentement la numérisation, c'est la fiscalité. Vu l'importance de ce volet, le premier argenter du pays a réitéré sa volonté de consolider les acquis réalisés dans tous les domaines de la réforme fiscale, budgétaire et comptable, et de poursuivre la quête de rationalisation des

dépenses publiques et de la transparence, contribuant ainsi à l'amélioration du climat des investissements et des affaires et au financement de l'économie nationale.

Il n'est nul besoin de rappeler que la numérisation du secteur, notamment l'Administration des domaines de l'Etat et la Direction générale des impôts, constitue une "priorité" pour le ministère des Finances, et que celui-ci a mobilisé tous les moyens matériels et humains pour concrétiser cet objectif.

Ce département s'est donc fixé des objectifs à court, moyen et long terme en matière de numérisation.

Portant certains précisent qu'il est impossible de numériser tout le secteur du jour au lendemain. La numérisation est un processus que les pouvoirs publics ont commencé à concrétiser progressivement, en fonction des priorités.

ŒUVRES UNIVERSITAIRES

La numérisation du secteur dépasse 90%

La numérisation du secteur des œuvres universitaires a dépassé 90% et le projet devrait bientôt être finalisé pour faire de la rentrée universitaire 2023/2024 une rentrée numérique par excellence conformément à la stratégie nationale du secteur, a fait savoir le directeur général de l'Office national des œuvres universitaires (ONOU), Fayçal Henin. Dans une déclaration à l'APS, M. Henin a indiqué que "la numérisation du secteur des œuvres universitaires a dépassé 90%" et que "le projet sera finalisé prochainement en vue de faire de la rentrée universitaire 2023/2024 une rentrée

numérique par excellence conformément à la stratégie nationale de numérisation du secteur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique". Le DG de l'ONOU a fait état, à cet égard, d'"instructions fermes" données à ses services pour accélérer le parachèvement de nombres d'œuvres universitaires, notamment "le transport universitaire, numérisé à hauteur de 90%, ainsi que l'hébergement qui permettra à l'étudiant de choisir sa chambre à distance". La numérisation du service des ressources humaines est "en phase de finalisation", a-t-il ajouté, relevant que cette opération permettra

au travailleur de suivre son parcours professionnel et d'obtenir tous ses documents via la plateforme "Progres". M. Henin a souligné que la numérisation des œuvres universitaires s'inscrivait dans le cadre "la nouvelle stratégie" du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique en vue de "remédier aux dysfonctionnements et de trouver les solutions idoines aux problèmes posés". Concernant la formation des chargés de communication et d'information au niveau de l'Office, M. Henin a expliqué que "l'objectif est d'assurer une politique de commu-

nication et d'information conforme aux aspirations de l'étudiant universitaire", et de conférer davantage "de professionnalisme à l'information, tout en luttant contre les rumeurs dans le milieu universitaire". Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari avait donné récemment le coup d'envoi pour le lancement de nouvelles plateformes numériques devant "faciliter la réussite de l'étudiant dans les différentes étapes de son cursus universitaire tout en encourageant l'innovation pédagogique".

R E

CARBURANT

Près de 17,7 millions de tonnes consommées en 2022

La consommation nationale de carburant s'est élevée à près de 17,7 millions de tonnes en 2022, soit une hausse de 3% par rapport à l'année 2021. C'est ce qu'a fait savoir le président de l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH), Rachid Nadil, dans un entretien accordé à l'agence APS. Le président de l'ARH a expliqué cette hausse de la consommation de carburant par la relance économique que connaît le pays dans plusieurs secteurs, notamment les services et l'industrie.

M. Nadil prévoit une croissance de la consommation de carburant en Algérie durant les années à venir. Selon ses prévisions, elle devrait atteindre les 41 millions de tonnes en 2050, avec une hausse de 3 millions de tonnes par an. Il estime que « les capacités de production nationale peuvent répondre à cette demande ».

Détaillant la consommation de carburant, le président de l'ARH a précisé que la consommation du gazole a atteint 10,1 millions de tonnes en 2022, soit une hausse de 4% par rapport à 2021. Selon lui, la consommation de carburant « est appelée à croître au vu du développement économique que connaît l'Algérie ».

M. Nadil a fait savoir que la capacité de production de gazole est de 9 millions de tonnes par an. La production sera portée à 12,5 millions de tonnes à l'horizon 2030, avec l'entrée en production du projet de transformation du fioul en gazole à Skikda en 2028, ce qui permettra, selon lui, d'augmenter la production de près de 4 millions de tonnes.

Concernant la consommation du GPLC, le président de l'ARH a relevé une hausse de 20%, avec 1,5 million de tonnes en 2022, contre 1,2 millions de tonnes en 2021. M. Nadil explique cette augmentation par les efforts déployés par différents acteurs depuis plusieurs années pour promouvoir ce produit respectueux de l'environnement et proposé au consommateur à un prix très attractif (9 dinars/litre), par rapport aux autres carburants. Pour ce qui est de l'essence, il a fait savoir que la consommation de ce carburant a enregistré une baisse de 2,26%, avec 3,3 millions de tonnes en 2022, contre 3,4 millions de tonnes en 2021. Selon Rachid Nadil, cette baisse s'explique par l'augmentation de la consommation du GPLC. La capacité de production de l'essence est de 4 millions de tonnes par an.

S'agissant de la consommation du kérosène, elle a atteint 468.000 tonnes en 2022 contre 297.000 tonnes en 2021, soit une hausse de 58%, selon le président de l'ARH, qui a également précisé que la consommation du carburant marin s'est élevée à 219.000 tonnes l'année dernière.

Le même responsable a relevé une baisse de 2,26% de la consommation du butane et du propane avec une 1,34 million de tonnes en 2022. La consommation du bitume a atteint 619.000 tonnes en 2022, en baisse de 20%.

R E.

REDÉFINISSANT LES SYSTÈMES DE GESTION DE BASE DE L'ENTREPRISE

Huawei annonce son passage à MetaERP

Huawei a annoncé qu'elle a remplacé l'ancien système ERP par son système MetaERP, sur lequel elle exerce un contrôle intégral. L'entreprise a organisé la cérémonie de remise des prix MetaERP afin de récompenser les personnes et les équipes qui ont apporté des contributions essentielles à ce projet. L'événement intitulé « Heroes Fighting to Cross the Dadu River » s'est déroulé sur le campus Xi Liu Bei Po Village de l'entreprise à Dongguan, en Chine.

L'ERP (Enterprise Resource Planning) est le système informatique de gestion d'entreprise le plus stratégique. Huawei a introduit le système MRP (Manufacturing Resource Planning) II en 1996, puis l'a étendu au système ERP avec plusieurs mises à jour itératives. L'ancien système ERP était jusqu'alors le système central qui a sous-tendu les opérations de l'entreprise Huawei et son développement rapide pendant plus de 20 ans. Celui-ci a soutenu les opérations commerciales efficaces de Huawei, qui, chaque année, génèrent des centaines de milliards de dollars dans plus de 170 pays et régions du monde.

En 2019, Huawei a commencé à faire face à une pression externe accrue et a été confrontée à des défis commerciaux. L'entreprise a donc décidé de développer un système MetaERP entièrement autonome pour remplacer l'ancien système ERP. Il s'agit du projet de transformation le plus vaste et le plus complexe

jamais entrepris par Huawei. Au cours des trois dernières années, l'entreprise a investi des ressources considérables et affecté plusieurs milliers de personnes à ce projet, tout en collaborant avec des partenaires du secteur et de l'écosystème pour surmonter les difficultés rencontrées. Ce nouveau système MetaERP, orienté vers l'avenir, à très grande échelle et issu du cloud, a déjà été mis en service, remplaçant ainsi l'ancien système ERP.

MetaERP assure actuellement 100% des scénarios commerciaux de Huawei et 80% de son volume d'affaires. MetaERP a déjà réussi les tests des règlements mensuels, trimestriels et annuels tout en garantissant aucun défaut, aucun retard et aucun ajustement comptable. Tao Jingwen, membre du conseil d'administration de Huawei et Président du département de gestion de la qualité, des processus d'entreprise et des technologies de l'information, a déclaré : « Il y a plus de trois ans, nous avons été privés de notre ancien système ERP et d'autres systèmes de gestion et d'exploitation de l'entreprise. Depuis lors, nous avons non seulement été en mesure de construire notre propre MetaERP, mais surtout de remplacer l'ancien modèle par celui actuel et de démontrer ses performances. Aujourd'hui, nous sommes fiers d'annoncer que nous avons franchi ce barrage. Nous avons survécu! » Huawei contrôle entièrement MetaERP, qui a été conçu avec d'autres systèmes Huawei tels qu'EulerOS et GaussDB.

Huawei a également travaillé avec des partenaires pour intégrer des technologies avancées, telles que l'architecture issue du cloud, l'architecture multi-tenant basée sur les métadonnées et l'intelligence en temps réel, dans le système MetaERP, améliorant ainsi de manière significative l'efficacité des services et la qualité opérationnelle. Les principes directeurs de Huawei sont de développer l'architecture la plus simple possible, avec la meilleure qualité qui soit et afin d'offrir le meilleur coût possible. Dans toute une série de domaines, y compris l'ERP et le PLM, Huawei continuera à travailler avec des partenaires pour construire des systèmes d'entreprise de base plus efficaces et plus sûrs qui ne sont soumis à aucune restriction. Pour Sabrina Meng, Présidente tournante et Directrice financière de Huawei, « Les progrès technologiques exigent un esprit artisan et des années d'expérience. Plus important encore, il faut une ouverture d'esprit pour faire évoluer notre façon de penser. Nous n'aurions pas pu développer MetaERP sans le soutien de nos partenaires. L'innovation n'est possible qu'avec un esprit ouvert et l'épanouissement n'est possible que lorsque nous travaillons ensemble », a-t-elle poursuivi.

R E.

BORDJ BOU-ARRERIDJ

Prochain raccordement au réseau de gaz de deux zones industrielles

Les deux zones industrielles, « Mechta Fatima » dans la commune d'El Hamadia et « Rmail » dans la commune de Ras El oued, dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj, seront « prochainement » raccordées au réseau de gaz naturel en vue d'améliorer le climat local de l'investissement, apprend-on des services de la wilaya.

La même source a précisé que dans le cadre des efforts d'encouragement de l'investissement, la wilaya a obtenu des autorisations spéciales des autorités supérieures du pays pour financer le projet de raccordement des deux zones industrielles au réseau de gaz naturel à défaut de pouvoir les raccorder au titre des programmes sectoriels en raison de leur emplacement en dehors du milieu urbain. Toutes les procédures techniques du marché ont été accomplies par les services des deux directions de distribution de l'électricité et du gaz, des travaux publics et les travaux démarrent prochainement, a ajouté la même source. Dans le même contexte, la zone industrielle de Rmail a bénéficié en outre de l'inscription d'un projet similaire à celui déjà retenu pour la zone industrielle de Mechta Fatima de dotation en station électrique 30-60 kilowatts dont le terrain a été choisi et les travaux seront lancés dans les prochains jours, selon la même source qui a relevé que les deux projets garantiront à terme aux deux zones une autonomie permanente en matière d'approvisionnement en électricité. Les travaux d'aménagement des deux zones industrielles avancent à une bonne cadence, selon la même source qui a mis l'accent sur les efforts des autorités locales pour mettre en place les conditions favorables à l'investissement et accompagner les investisseurs sérieux en vue de générer des emplois et dynamiser le développement économique.

INVESTISSEMENT ET ENTREPRENEURRIAT À BATNA

Vers la création de cinq zones d'activités

Pas moins de cinq zones d'activité seront créées dans la wilaya de Batna, en 2023, a indiqué, le directeur local de l'Industrie. Selon Djeloul Nasri, Il s'agit de zones d'activités implantées dans les communes de Barika, Seggana, Zana El Beida, El Djezzar et El Madher, soulignant qu'elles seront opérationnelles dès leur raccordement aux différents réseaux, notamment d'électricité et de gaz. Un montant de plus de sept milliards de dinars a été demandé à la tutelle pour parachever cette opération, avant de pouvoir livrer les zones d'activités à leurs usagers locaux et permettre aux investisseurs de réaliser leurs projets, souligne la même responsable, ajoutant que leur entrée en exploitation contribuera à la relance du développement dans la wilaya et créer des richesses et des emplois. Djeloul Nasri a indiqué également qu'une micro zone d'activité est à l'étude pour être aménagée dans la commune de Timdag, précisant qu'une enveloppe de 126 millions de dinars a été allouée pour ce projet, étude et travaux d'aménagement compris. Il s'agit de l'une des vingt micro-zones d'activités prévues dans la wilaya de Batna, sur des superficies allant de trois à cinq hectares, destinées aux jeunes porteurs de projets. Une enquête foncière est en cours actuellement pour la réalisation de 19 micro-zones d'activités dans plusieurs communes, a ajouté la même responsable, précisant que les dossiers seront soumis à la tutelle, en vue de leur financement. La wilaya de Batna compte actuellement cinq zones industrielles et neuf zones d'activités abritant 250 unités de production dans divers domaines, dont douze produisant de la céramique, a souligné la même source.

QUEST DU PAYS

Respect total des commerçants de la permanence durant les deux jours de l'Aïd

Les commerçants et prestataires de services des wilayas de l'ouest du pays ont totalement respecté leur engagement à assurer la permanence durant les deux jours de l'Aïd El Fitr, a-t-on appris samedi du directeur régional du commerce et de la promotion des exportations d'Oran, Djillali Seboui.

Dans une déclaration à l'APS, M. Seboui a indiqué que 214 agents, chargés de contrôler le degré d'engagement des commerçants et prestataires de services à assurer la continuité durant ces deux jours fériés de l'Aïd ont observé, à travers les inspections et le contrôle sur le terrain, le respect total de la permanence, assurant aux citoyens les différents services y compris l'approvisionnement régulier des produits alimentaires, fruits et légumes ainsi que le pain durant cet événement religieux.

Le même interlocuteur a ajouté que le respect de la permanence a été observé dans toutes les wilayas relevant de la direction régionale d'Oran, à savoir Oran, Sidi Bel Abbes, Tlemcen, Aïn Témouchent et Mostaganem et aucune plainte de citoyens n'a été enregistrée concernant la défection des

services durant les deux jours de l'Aïd. De son côté, le chef du bureau de la wilaya d'Oran de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), Mouad Abed, a souligné l'adhésion des commerçants et prestataires de services de la wilaya à garantir la continuité du service mis en œuvre par la direction de wilaya du commerce et de la promotion des exportations, faisant observer qu'il s'agit d'une instruction qui a été suivie par le bureau de la wilaya du syndicat avec les 27 équipes chargées pour contrôler le degré d'engagement de la permanence.

Le même interlocuteur a aussi affirmé l'adhésion de commerçants qui ne sont pas concernés officiellement par la permanence, durant les jours de l'Aïd, dans l'opération, grâce aux opérations de sensibilisation effectuées par l'Union générale des commerçants et artisans algé-

riens, ce qui a contribué à satisfaire les différents besoins des citoyens en pareille circonstance.

Abed Mouad a en outre appelé à augmenter le nombre des permanenciers, lors des prochains événements religieux et nationaux, par la mise en place d'un dispositif d'encouragement et de facilitation pour inciter les commerçants à adhérer à cette opération qui ne sert, en fin de compte, que le consommateur.

Les directions de wilaya du commerce et de la promotion des exportations rattachées à la direction régionale d'Oran avaient réquisitionné 6.241 commerçants, producteurs et prestataires de services pour assurer la permanence durant les deux jours de l'Aïd El Fitr, dont 3.517 commerçants dans le domaine des denrées alimentaires, les légumes et les fruits.

JIJEL

Installation de la cellule de préparation du cahier des charges unifié d'exploitation des plages

Une cellule administrative chargée de la préparation d'un cahier des charges unifié destiné à optimiser l'exploitation des plages applicable à partir de la prochaine saison estivale dans les communes côtières de la wilaya de Jijel a été installée récemment, a-t-on appris lundi auprès de la wilaya.

En prévision de la prochaine saison estivale et afin de gérer au mieux les plages, une cellule administrative a été chargée de préparer un cahier des charges unifié qui sera appliqué dans les neuf communes côtières de la wilaya de Jijel, a indiqué la même source, ajoutant que le

cahier des charges tient compte de tous les aspects inhérents à chaque site et prévoit toutes les conditions à réunir pour assurer de meilleures prestations de service aux estivants.

"Le nouveau cahier des charges remplacera les permis d'exploitation qui étaient auparavant délivrés séparément par chaque commune et dont les dispositions étaient entachées de plusieurs manquements qui pouvaient entraver une bonne exploitation des plages", ont souligné les cadres de la wilaya.

Il a été installé dans chacun des communes du littoral de la

wilaya de Jijel des groupes de travail multisectoriels. Ils sont composés d'élus locaux et de responsables de l'administration, des chefs de daïras et de deux directeurs de l'exécutif chargés de la préparation de la saison estivale et travaillent sous la responsabilité du secrétaire général de la wilaya, a-t-on indiqué la même source.

Les services de la wilaya ont également précisé que ces groupes réservent pour chaque plage une fiche technique, mentionnant les exigences requises pour leur exploitation, ainsi que les lacunes et les solutions qui doivent être trou-

vées avant la saison estivale. A noter qu'à ce jour, de nombreux travaux ont été réalisés, notamment de vastes campagnes de nettoyage des plages et la réfection de l'éclairage public, impliquant des entreprises, dans le cadre du travail bénévole.

Il a été alloué également aux communes du littoral les reliquats de budgets provenant du financement des opérations d'aménagement achevées, issus des programmes communaux ou de la caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales, pour l'équipement des plages en fournitures et mobiliers publics.

MOIS DU PATRIMOINE À ANNABA

L'université célèbre l'évènement

À l'occasion du mois du patrimoine, la faculté des sciences humaines et sociales de l'Université Badji Mokhtar d'Annaba (UBMA) a préparé un programme culturel et artistique riche, tout comme d'autres institutions scientifiques et culturelles à travers le pays. Le mois en question s'étend de la journée internationale des monuments et des sites, célébrée le 18 avril, à celle des musées, célébrée le 18 mai. Ce programme vise à mettre en avant la singularité et l'authenticité du patrimoine matériel et immatériel national, en tant que composante essentielle de

l'identité culturelle algérienne, à travers des expositions, des journées d'études et des concours. De manière plus précise, la faculté organise une journée portes ouvertes mercredi 3 mai. Cette journée verra des enseignants universitaires d'histoire, des spécialistes en archéologie et des étudiants y participer pour discuter du thème des traditions et des coutumes de la société bônoise, en mettant en lumière l'authenticité et la contemporanéité. Dans le même contexte, la faculté prévoit trois concours destinés aux étudiants doués des différents départements de la faculté.

Le premier est un concours de photographie, pour le meilleur cliché reflétant un lieu ou un monument archéologique ou historique situé dans la ville d'Annaba. Le deuxième concours, dédié à la meilleure production audiovisuelle promotionnelle sur le patrimoine matériel et immatériel de la ville d'Annaba. Il encourage les candidats à promouvoir leur culture en produisant un vidéo reflétant leur patrimoine architectural, culinaire ou vestimentaire, qui fait partie de leur identité culturelle. Le troisième récompensera le meilleur article qui évoquera le

même thème que le deuxième concours. Le but de ces compétitions estudiantines est de mettre en valeur la diversité culturelle de la ville d'Annaba, en faisant appel à la créativité, l'innovation et l'inventivité des étudiants pour promouvoir et préserver leur patrimoine qui remonte à plusieurs milliers d'années. Ces concours donnent également aux étudiants l'occasion de s'exprimer et de montrer leurs talents, créativité et inventivité en faisant appel à leur vision personnelle du patrimoine de leur ville.

TAXATION DES MILLIARDAIRES

Ces cinq contre-arguments qu'on ne veut plus entendre

1^{ère} partie

À chaque fois que la taxation des milliardaires revient dans le débat public, de nombreux arguments sont mobilisés contre cette proposition. Elle serait injuste, démagogique, irréaliste et contre-productive.

Ménager ces créateurs de richesses de prélèvements supplémentaires risquerait de les faire fuir hors du territoire et de détruire des emplois. Taxer la réussite découragerait également l'innovation et l'entrepreneuriat. Et quand bien même : avec la mondialisation et les paradis fiscaux, l'imposition des grandes fortunes n'est-elle pas devenue impossible ? Autant d'excuses faciles pour cacher une absence de volonté politique de s'attaquer aux super-riches. Selon l'ONG Oxfam, les deux tiers de la richesse créée par l'économie mondiale depuis 2020 ont été captés par les 1 % les plus riches. Rien qu'en France, la fortune des dix premiers milliardaires s'est accrue de 189 milliards d'euros, Bernard Arnault cumulant à lui seul un patrimoine équivalent à celui de 20 millions de Français. Toujours selon l'ONG, taxer la fortune des milliardaires français à hauteur de 2 % permettrait de financer le déficit (hypothétique) des retraites. Même le journal Le Monde relayait récemment une étude du Laboratoire sur les inégalités mondiales démontrant que la taxation des 1 % les plus riches permettrait de réduire la pauvreté et combattre le réchauffement climatique. Or, les milliardaires payent très peu d'impôts, en terme relatif et absolu. L'économiste Gabriel Zucman évoque un taux d'imposition effectif de seulement 2 %, tandis que le média d'investigation Propublica a démontré sur la base des relevés fiscaux américains, que les grandes fortunes payent un taux global moyen de 3,4 %. Quant aux entreprises du CAC40, à la source des plus grands patrimoines français, elles échappent aussi largement à l'impôt sur les sociétés. Compte tenu de ce contexte, et étant donné les besoins de financement pour les services publics et la transition écologique, augmenter les prélèvements fiscaux sur les très grandes fortunes relèverait du bon sens.

En outre, taxer les milliardaires ne sert pas uniquement à financer les retraites, réduire la pauvreté ou préserver l'habitabilité de la planète. Cela permet aussi de réduire leur influence politique. Les ultra-riches utilisent l'immense pouvoir conféré par leurs fortunes (près de 10 % du PIB pour la famille Arnault) pour agir sur la société. Ils achètent des médias, influencent les politiques publiques en dinant avec nos dirigeants ou en exerçant un chantage à l'emploi, encouragent les baisses d'impôts financées par la destruction de notre modèle social et ubérisent la société tout entière. Contrairement à une idée reçue, il n'y a pas de bons et de mauvais milliardaires : des chercheurs américains ont démontré, en épiluchant les déclarations publiques et privées de centaines de milliardaires, que ces derniers avaient des opinions homogènes en matière de politiques économiques et sociales. Leurs positions sont si extrêmes qu'elles sont rarement exprimées en public : opposition au salaire minimum, aux services publics, défavorables aux CDI, opposé au droit du travail, à la sécurité sociale et à l'assurance maladie, hostiles aux normes environnementales, à la liberté de la presse et à la levée des brevets... Rarement cultivés, la plupart d'entre eux lisent très peu et s'imaginent, comme Bernard Arnault, vivre dans une société « dominée par un esprit socialo-marxiste ». Ce sont pourtant eux qui ont les oreilles attentives de nos dirigeants. Taxer les milliardaires n'est donc pas simplement une question de justice fiscale, mais un impératif démocratique. Cette proposition se heurte pourtant à un mur de protestation. Pas de la part des milliardaires eux-mêmes, silencieux sur le sujet, mais des personnes « raisonnables » qui déploient des efforts considérables pour assurer leur défense. Une série d'arguments de mauvaise foi sont ainsi opposés aux « démagogues » qui souhaitent « prendre l'argent là où il est ». Revue de cinq d'entre eux.

Des fortunes « virtuelles » largement exagérées ?

En matière d'évaluation du patrimoine des plus riches, le classement annuel des grandes fortunes publié par Forbes fait figure de référence. Entre 1982 et 2022, le nombre de milliardaires répertoriés par le magazine est passé de 12 à 2.635. En tenant compte de l'inflation, les 400 plus riches Américains cumulaient 263 milliards de dollars en 1982 (92 milliards de l'époque), contre 4.500 milliards en 2021, soit un taux de croissance de 1600 %. Sur la même période, le patrimoine de la moitié la moins riche des ménages américains a diminué de 900 mil-

liards. Depuis le Covid, les dix plus grandes fortunes mondiales au classement Forbes ont doublé leurs avoirs. Deux types de critiques sont généralement opposés à ces évaluations. La première reproche au magazine de sous-estimer les patrimoines. Forbes se base en effet sur les déclarations des milliardaires, qu'il vérifie à partir des données publiques : combien d'actions possèdent-ils ? Quel est le cours boursier des actions en question ? Combien ont-ils payé leurs résidences, jets, yachts et œuvres d'art ? Les avoirs potentiellement cachés dans les paradis fiscaux ne sont pas pris en compte. Comme le notait Le Monde en 2018, les Paradise papers ont montré que la fortune de certains milliardaires était largement sous-évaluée, de 15 milliards de dollars pour le financier James Simons par exemple.

À l'inverse, de nombreux opposants à la taxation des milliardaires expliquent que Forbes surestime les grands patrimoines, car ces derniers proviennent majoritairement des parts qu'ils possèdent dans leurs sociétés. Le cours de bourse étant volatile, cet argent serait essentiellement virtuel.

Si Elon Musk ou Bernard Arnault voulaient disposer de leurs fortunes, ils devraient vendre leurs actions (Tesla pour l'un, LVMH pour l'autre). Le fait que le patron emblématique de ces sociétés se sépare de ses parts enverrait un signal négatif aux marchés, incitant alors les autres investisseurs à spéculer à la baisse. De plus, la simple mise en vente d'une grande quantité d'actions ferait mécaniquement baisser le cours du fait de l'excès d'offre temporaire. Autrement dit, les milliardaires ne pourraient pas vendre toutes leurs actions au cours de bourse utilisé pour estimer leur fortune. Cette dernière serait donc surévaluée.

Si leurs fortunes étaient essentiellement virtuelles, nos chers milliardaires auraient du mal à en profiter dans le monde réel.

Bien que séduisante, cette démonstration ne résiste pas à l'épreuve des faits. Si leurs fortunes étaient essentiellement virtuelles, nos chers milliardaires auraient du mal à en profiter dans le monde réel. Pourtant, Xavier Niel (10,7 milliards d'euros selon le classement du magazine Challenges) s'est offert un sixième hôtel particulier parisien pour la somme record de 200 millions d'euros. Il possède un yacht et un jet privé « ultra premium », entre autres folies. Le fondateur d'Amazon, Jeff Bezos (2ème fortune mondiale au classement Forbes 2022, avec 171 milliards de dollars) vient de se faire construire un nouveau yacht pour un demi-milliard d'euros. Le bateau est si grand qu'il était question de démonter le principal monument de la ville de Rotterdam (le pont suspendu « De Heft ») pour lui permettre de rejoindre la mer.

Du reste, Bezos ne se contente pas de dépenser sa fortune en bateaux de plaisance. Il possède un triplex de 1.600 m² avec deux piscines sur la 5e avenue de New York, une villa de 185 millions de dollars à Beverly Hills, une maison de 2.800 m² à Washington DC, un ranch de 12.000 hectares au Texas, une triple villa en bordure de lac à Seattle et un complexe de 10 hectares avec plage privée à Hawaï. Il finance également sur ses propres fonds la mise au point de la fusée Blue Origin qui lui a permis de s'envoyer en l'air dans l'espace suborbital. Pas mal pour un milliardaire virtuel.

Au-delà de leur train de vie personnel, l'idée selon laquelle les grandes fortunes ne pourraient pas jouir de leurs actions sans provoquer la chute du cours a été contredite par le plus riche d'entre eux. En 2022, Elon Musk a vendu pour plus de 23 milliards de dollars d'actions Tesla pour acquérir Twitter. Si le cours boursier de la société a dévissé en 2022, la chute est comparable à celles des autres géants de la Silicon Valley, et s'explique au moins autant par les difficultés réelles de l'entreprise que par la mise en vente d'une partie des actions de Musk.

En réalité, les milliardaires n'ont généralement pas besoin de vendre leurs actions pour profiter de la fortune qu'elles représentent. Ils les utilisent simplement comme caution pour obtenir des prêts avantageux. La moitié des actions Tesla de Musk serviraient ainsi de collatéraux (c'est-à-dire de garantie pour les banques) pour des lignes de crédit totalisant 55 milliards de dollars, selon Forbes. Ces prêts lui ont permis de compléter l'achat de Twitter et d'investir dans d'autres sociétés. Warren Buffet contracte des emprunts gigantesques pour obtenir un effet de levier et pouvoir investir encore davantage sur les marchés. Cette technique est également

utilisée par les ultra-riches pour réduire considérablement leurs prélèvements fiscaux en déduisant les intérêts des prêts de leurs impôts, tout en évitant de se payer un salaire pour maintenir leur train de vie. Autrement dit, leurs fortunes sont tout sauf virtuelles.

Taxer les milliardaires découragerait la réussite, l'entrepreneuriat et l'innovation

Donald Trump débute son autobiographie *The art of the deal* par une confession : « I don't do it for the money ». À de très rares exceptions près, aucun milliardaire ne prétend être motivé par l'argent. Dans leurs nombreuses biographies, ils expliquent exercer leur activité dans le but de contribuer positivement à la société. L'accumulation de richesse serait une conséquence secondaire, pas un objectif en soi. Bernard Arnault se voit comme « un ambassadeur de la culture et de l'héritage français ». Steve Jobs voulait changer le monde. Bill Gates s'est converti en philanthrope. Musk souhaite coloniser Mars au nom de la survie de notre espèce et Jeff Bezos veut placer 99 % de l'humanité dans une station spatiale en orbite géostationnaire pour préserver la planète. Même les gestionnaires de fonds privés comme Ray Dialo, dont l'activité consiste exclusivement à spéculer sur les marchés financiers expliquent qu'ils cherchent à faire le bien autour d'eux.

Selon leur philosophie, dans une économie capitaliste, la quantité de valeur que vous apportez à la société se mesure en quantité de dollars que vous gagnez – pas ce que vous accumulez – puisque le marché ne rémunérerait que ce qui produit de la « valeur » aux yeux du consommateur. Prenons les milliardaires au mot : les taxer jusqu'au dernier centime ne les empêcherait pas de continuer leur activité. Un postulat validé par d'innombrables travaux scientifiques qui prouvent que l'argent n'est pas un facteur de motivation pertinent pour les tâches créatrices, la productivité intellectuelle et l'innovation.

Dans *Le mythe de l'entrepreneur* (La Découverte, 2023) l'économiste Anthony Galluzzo montre comment les milliardaires bâtissent leur fortune sans rien inventer de particulier. L'innovation ne dépend pas d'eux. Au contraire, nombre d'entrepreneurs ont tendance à l'empêcher en brevetant à tout va des idées qui ne sont pas les leurs. Steve Jobs n'a pas inventé la souris ni l'interface graphique qui a fait le succès d'Apple, Bill Gates a imposé des logiciels truffés de défauts en livrant une guerre impitoyable à l'open source et Elon Musk n'a pas fondé Tesla ni développé la première fusée réutilisable. Mark Zuckerberg aurait lancé Facebook en spoliant son cofondateur après avoir subtilisé l'idée de départ à deux camarades d'université et a désormais pratiquement coulé son entreprise avec son obsession pour le Metaverse. Phil Knight s'est contenté d'importer des baskets japonaises aux États-Unis, choisissant le nom « Nike » et le célèbre logo à virgule suite à l'insistance de ces employés. Peter Thiel (PayPal) est incapable d'écrire une ligne de code et affirme que ce ne sont pas les innovateurs qui deviennent riches, mais les entrepreneurs qui savent mobiliser l'innovation pour acquérir une position monopolistique sur un marché porteur. Taxer les milliardaires ne tuerait pas l'innovation pour la simple et bonne raison qu'ils n'innovent pas particulièrement.

Ce ne serait pas « juste » car les milliardaires méritent leurs fortunes

Forbes propose un système de notation de 1 à 10 pour estimer le mérite des 400 Américains les plus riches. Une note de 1 à 4 signifie que le milliardaire a hérité de tout ou de la majorité de sa fortune. La note de 5 est réservée à ceux qui ont hérité d'une entreprise de taille moyenne ou conséquente avant de la faire grandir, ce qui est le cas de Bernard Arnault, Vincent Bolloré et François Pinault. La note de 6 est attribuée aux cadres supérieurs qui ont accédé à une place de dirigeant dans une entreprise qu'ils n'ont pas créée, comme Steve Balmer, successeur de Bill Gates à la tête de Microsoft, ou Tim Cook, qui dirige Apple depuis la mort de Steve Jobs. Ces PDG ont simplement « hérité » de la direction d'une entreprise en situation de quasi-monopole, une position qui aurait enrichi n'importe quel autre cadre supérieur à leur place, compte tenu des salaires mirobolants payés en stock options.

Source : lvs.fr

LIBYE Rencontre bilatérale

Le gouverneur de la Banque Centrale de Libye –BCL– M.al-Siddiq Omar al-Kébir, a reçu dans son bureau à Tripoli, l'ambassadeur de France auprès de la Libye M. Moustafa Maharaj, et le conseiller économique de l'ambassade M.Evan Pouter. Le bureau des médias de BCL a indiqué que la réunion a échangé des vues sur de nombreuses questions, y compris la voie de l'unification de la Banque centrale, les résultats des consultations avec le Fonds monétaire international et l'importance de soutenir les efforts du gouvernement et de la Banque nationale et la NOC pour augmenter la production et les exportations de pétrole, tout en donnant la priorité à la diversification des sources de revenus pour assurer la viabilité des finances publiques et faire avancer l'économie. Au cours de l'entretien, l'ambassadeur de France a exprimé la volonté de son pays d'apporter une expertise dans le domaine de la digitalisation et de la formation pour développer les capacités du secteur bancaire libyen.

MAROC Reciclados Tanger injectera 68,5 millions \$ dans le recyclage de déchets textiles

Au Maroc, le textile et l'habillement sont les principales branches du secteur manufacturier. Comme les autres industries, ce segment doit gérer la problématique des déchets issus de la chaîne de production. Au Maroc, la société textile Reciclados Tanger a signé le 18 avril dernier un protocole d'accord avec le ministère de l'Industrie et du Commerce et la Société financière internationale (SFI) portant sur la mise sur pied d'une unité de recyclage de déchets textiles. D'un coût total de 695 millions de dirhams (68,5 millions \$), la nouvelle usine est prévue pour traiter des déchets textiles de pré et post-consommation (chutes de tissus issus de la découpe de vêtements et produits de seconde qualité notamment) qui seront utilisés comme matière première pour la fabrication de fils, de tissus et de vêtements. Selon les données officielles, la chaîne de valeur du textile et de l'habillement au Maroc produit chaque année environ 83200 tonnes de déchets dont 56 % contiennent des matières à haute valeur ajoutée, comme le coton à 100 % ou les déchets riches en coton. Avec ce nouvel investissement, Reciclados Tanger compte notamment se positionner en tant que leader national dans la fabrication de produits textiles et de vêtements recyclés pour desservir non seulement le marché local, mais aussi les marchés d'Europe et d'Amérique. En ce qui concerne les retombées socio-économiques, les autorités tablent sur la création de près de 6245 emplois directs et indirects à terme. Basée dans la zone industrielle de Gzenaya à Tanger, la société Reciclados est l'œuvre d'une joint-venture entre les groupes textiles espagnols Halotex et Textil Santanderina.

MAURITANIE

Des équipes de terrain pour nettoyer la plage après l'échouage de mulets noirs

Le secrétaire général du ministère des Pêches et de l'Économie Maritime, par intérim, M. Dah Ould Aliyou, accompagné du wali de Dakhlet Nouadhibou, M. Mahi Ould Hamed, s'est rendu sur les plages de Nouadhibou afin de s'enquérir des travaux des équipes de terrain chargées de nettoyer la plage après l'échouage des mulets noirs.

Le secrétaire général par intérim, a affirmé dans une déclaration à l'Agence mauritanienne d'information que cette mission, mandatée par le ministre des Pêches et de l'Économie maritime, est arrivée hier pour faire le point sur cette situation.

Il a ajouté que la situation n'est pas préoccupante et qu'elle se produit chaque année et est spécifique à un type de poisson, et que des experts travaillent à la préparation d'analyses et que des échantillons de poisson et de sol ont été prélevés pour examen.

La présence de mulets échoués ne se limitait pas à la plage de la partie nord de la baie de Nouadhibou dans cette zone, mais incluait également celle de Nejmech et la plage de Casado.

Cette situation a nécessité l'intervention rapide des équipes scientifiques de l'Institut mauritanien des recherches océanographiques et des pêches (IMROP), qui a permis de réali-

ser des analyses en laboratoire sur l'eau de mer et de disséquer des échantillons de ce type de poissons.

Le Dr Wane Moulaye Mohamed, responsable du secteur de l'écologie à l'Institut Mauritanien des recherches océanographiques et des pêches, a confirmé que les analyses sont en cours d'approfondissement dans les laboratoires de l'institut et à l'étranger, après que les analyses préliminaires qui ont été évaluées au niveau de l'institut aient montré que les poissons morts n'étaient pas en train de se reproduire et que leurs organes internes étaient normaux, bien que le niveau de graisse faible à jeun.

À cet égard, le Dr Wane Moulaye Mohamed a indiqué que le suivi des indicateurs du milieu marin sur un semaine sur le site, qui comprenait la température, la salinité, l'oxygène dissous et le pH, a montré des valeurs normales pour ces indicateurs.

Les équipes scientifiques relevant de l'Institut suivent cette situation à travers des sorties scientifiques en mer afin de prélever des échantillons de mulets pour approfondir les analyses en laboratoire. Les autorités administratives de Dakhlet Nouadhibou ont accompagné cette situation. C'est ainsi que le wali, M. Mahi Ould Hamed, a tenu une réunion du comité régional de gestion des crises et de réponse aux catastrophes. La question de l'échouage de ces poissons était

TUNISIE

Le défi de l'hydrogène vert

Courant mars de cette année, le ministère autrichien de l'Action climatique (BMK), et l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) ont organisé un atelier technique sur l'hydrogène vert et les impacts liés à l'eau.

Une sorte de continuité au projet : Hydrogène vert pour une croissance durable et une économie bas carbone en Tunisie.

L'hydrogène vert est de l'hydrogène (corps simple, gazeux, très léger, incolore, et inodore) produit à partir d'énergies renouvelables telles que l'énergie solaire, l'énergie éolienne ou encore l'hydroélectricité. Il est souvent présenté comme une alternative aux hydrocarbures fossiles, et comme un levier pour faire baisser les émissions de gaz à effet de serre de certains secteurs, comme l'industrie ou les transports.

30 % de l'électricité par des systèmes photovoltaïques. Chez nous, un projet a vu le jour en 2022 et s'étendra à 2025. Hydrogène vert pour une croissance durable et une économie bas carbone en Tunisie, tel est l'intitulé de ce projet mandaté par le ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ), en partenariat avec notre ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie, qui est le principal exécuteur. Selon les décideurs, ce projet est parti du constat qu'avec d'importantes ressources solaires et éoliennes à sa disposition, notre pays dispose d'un grand potentiel de production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables. Notre pays vise à produire 30 % de son électricité à partir de systèmes photovoltaïques et de centrales éoliennes à 2030.

D'après les experts, ce potentiel permettrait à notre pays de produire de l'hydrogène

vert et des produits dérivés, dont le Power-to-X. Expliquons que Power-to-X désigne la possibilité de stocker l'électricité excédentaire en convertissant l'énergie électrique en gaz, en carburants synthétiques ou en solides. En cas de besoin, ces substances stockées peuvent ensuite être reconverties en énergie électrique et utilisées.

Il a été noté que malgré une volonté politique et le potentiel, notre pays n'était pas encore suffisamment préparée pour développer une économie de l'hydrogène. Ce projet a été basé sur trois piliers : la promotion d'une stratégie nationale de l'hydrogène, avec la mise en place du cadre stratégique et réglementaire nécessaire et l'amélioration des conditions politiques d'une économie de l'hydrogène vert, l'optimisation des conditions d'investissement du secteur privé, le développement des capacités professionnelles des responsables politiques et scientifiques.

Le manque de coordination et d'aptitudes en barrières

Un peu dans la continuité de ce projet, en mars dernier, un atelier technique sur l'hydrogène vert et les impacts liés à l'eau a été co-organisé par l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) en coopération avec le ministère autrichien de l'action climatique (BMK) pour discuter de la collaboration et des projets futurs dans le domaine de l'hydrogène entre la Tunisie et l'Autriche. Il est à noter que plus de 80 parties prenantes tunisiennes et autrichiennes, avec 30 % de re-

présentation féminine, se sont réunies dans pour cet atelier. Suite aux discussions qui se sont tenues, il est ressorti qu'il était fondamental de prendre en considération et de comprendre comment l'hydrogène vert pouvait être intégré dans le portefeuille d'énergies renouvelables de notre pays et être déployé dans les industries. Il a, également, été noté que le développement du marché de l'hydrogène vert ouvrirait de nouvelles opportunités. Cependant, pour réussir, les barrières commerciales existantes devaient être levées. Des barrières comme le manque de coordination (ce qui est vraiment une habitude chez nous et dans n'importe quel domaine), d'aptitudes et de compétences, de mécanismes de financement et d'investissement, de politiques et de réglementations.

La Tunisie, un potentiel de productrice et d'exportatrice

Pour l'ONUDI, la situation géographique stratégique de notre pays, et son vaste potentiel d'énergie renouvelable, entre autres, sont d'excellentes conditions pour qu'il devienne un producteur d'hydrogène vert, tant pour les marchés intérieurs qu'extérieurs.

Selon cette organisation, la production d'hydrogène vert peut contribuer à décarboner les filières métallurgiques, céramiques et verrières tunisiennes, et créer de nouvelles filières durables telles que les engrais à base d'ammoniac vert. Notre pays a, également, le potentiel de devenir un catalyseur pour répondre aux besoins en hydrogène de

l'Europe centrale, y compris de l'Autriche dans les industries, les transports et l'énergie. D'ailleurs, lors de cet atelier, il a été discuté du fait que le corridor gazier actuel entre l'Afrique du Nord et l'Europe du Sud pouvait être réaffecté au transport de grandes quantités d'hydrogène vert à prix compétitif de notre pays à travers l'Italie vers l'Europe centrale, y compris l'Autriche, en tirant parti des infrastructures gazières existantes.

Il est à signaler que l'Autriche est prête à investir dans des technologies de pointe et neutres pour le climat pour l'acier et les produits chimiques verts, et à minimiser leur empreinte carbone ; ce pays, comme d'autres en Europe, est doté d'un secteur industriel solide. De ce fait, l'Autriche est le principal donateur du programme mondial pour l'hydrogène dans l'industrie de l'ONUDI.

L'UE lorgne sur la Tunisie

Fin mars, un communiqué a été publié par le ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie. Ce communiqué faisait état que l'UE souhaitait renforcer la coopération bilatérale dans le domaine de l'hydrogène vert avec Tunis. Le Directeur Général pour le Voisinage et les Négociations d'Elargissement à la Commission européenne aurait déclaré que le partenariat avec la Tunisie est gagnant-gagnant pour les deux parties et que l'UE était prête à développer la coopération bilatérale dans le domaine de l'hydrogène vert avec notre pays.

GHANA

Le secteur touristique devrait générer plus d'un milliard USD d'ici 2027

Le secteur touristique ghanéen joue un rôle important dans l'économie du pays, contribuant à la fois à la croissance et à la création d'emplois. Le gouvernement s'est engagé à accroître ses actions dans le domaine pour en booster les performances.

Le gouvernement ghanéen envisage de capter plus de 1,5 milliard USD de son secteur du tourisme d'ici 2027, selon plusieurs médias locaux citant M. Samuel Annim, statisticien du gouvernement.

Cette estimation est issue du premier lancement de l'enquête sur le tourisme intérieur et extérieur, qui vise à apporter des données au compte satellite du tourisme (CST) qui serviront de base pour calculer la pertinence du secteur pour l'économie nationale. Financé par « Harmonizing and Impro-

ving Statistics in West Africa », elle aura une durée de trois ans.

Pour M. Samuel Annim, le secteur devrait également créer plus de 1,4 million d'emplois pour les citoyens. Le pays ouest africain a enregistré au cours du 2ème trimestre 2022 un taux de chômage à 13,9% sur la population active totale dans la tranche d'âge de 15 ans et plus, estimée à 13 millions de personnes. C'est une hausse de 0,5 point de pourcentage sur le taux du 1er trimestre affichant 13,4 %.

« Le potentiel touristique avait énormément contribué à la

réalisation des objectifs de développement durable en matière de réduction de la pauvreté, de travail décent, de croissance économique et de durabilité de l'environnement », a déclaré Samuel Annim. Le tourisme reste l'un des plus importants contributeurs au PIB du Ghana, avec plus de 3 milliards USD en 2021 selon Statistica. Cependant, la situation inflationniste du pays et les taux d'intérêt élevés ont pesé sur la consommation privée et l'investissement. Selon les données de la Banque mondiale, « en 2022, l'inflation moyenne de l'IPC était de

31,5% (contre 10% en 2021) et a atteint 54,1% en décembre (en glissement annuel) ». De plus, « les réserves internationales ont chuté à 5,6 milliards USD (2,5 mois d'importations) en décembre 2022, contre 9,1 milliards USD (4,2 mois d'importations) un an plus tôt. » Notons qu'en avril 2022, dans le cadre de son plan de développement du tourisme sur 15 ans (2013-2027), le gouvernement du Ghana a procédé au lancement de son projet « Destination Ghana » qui a pour objectif d'attirer d'ici 2024, un million de touristes en provenance d'Europe.

TRANSPORT AÉRIEN

Les compagnies restent réticentes à survoler le Soudan du Sud

La crise au Soudan affecte les compagnies aériennes desservant ou survolant la région en créant des coûts supplémentaires. La RDC voisine devient plus sollicitée que d'habitude, alors que le Soudan du Sud continue à perdre des recettes du fait de craintes sécuritaires.

La quasi-totalité des compagnies aériennes qui survolent l'Afrique continuent de se montrer prudentes avec les cieux des deux Soudan, malgré les assurances données par les autorités Sud-soudanaises sur la sécurité de leur espace aérien.

Sur Flight Radar, on peut noter que des transporteurs comme Emirates, Ethiopian Airlines, Qatar Airways ou encore Saudia Airlines, font désormais un large détour. Sur les trajets de l'est vers l'ouest du continent, ils passent par la République Démocratique du Congo dont l'espace aérien est désormais plus sollicité que d'habitude.

Passer au-dessus du Soudan du Sud permettrait pourtant d'éviter ce grand détour. Les autorités de ce pays ont tenu à rassurer par rapport à l'aspect sécuritaire. Selon des sources médiatiques concordantes, Deng Dau Deng Malek, adjoint au ministre sud-soudanais des Affaires étrangères a invité les compagnies à utiliser les espaces sûrs de son territoire.

Les enjeux sont divers. Pour les Etats, l'utilisation de leur espace aérien est une source de revenus pour les administrations en charge de l'aviation civile. Pour les compagnies aériennes, les trajets les plus courts possibles leur permettent d'être plus efficaces et de réduire leurs coûts (carburant, droits de passage aérien).

Pour certains transporteurs, la situation n'est pas une nouveauté. Lorsque le Qatar avait été sanctionné d'un blocus aérien par ses voisins du golfe arabe, la compagnie nationale de l'émirat (Qatar Airways) avait fait état de surcoûts d'exploitation causés par la redirection de ses vols partant de l'ouest de l'Afrique ou s'y rendant, vers des espaces aériens plus accessibles et plus sûrs.

La RDC est en position de bénéficier de la situation si la crise soudanaise et ses implications pour les compagnies ne sont pas résolues. Le pays d'Afrique centrale multiplie les efforts pour améliorer son secteur aérien, et l'aviation civile du pays devrait pouvoir générer des revenus supplémentaires.

Mais le coût réel de cette situation reste attendu, entre les heures de voyage supplémentaires et des délais de route légèrement plus long pour les transporteurs aériens.

TCHAD - CAMEROUN

La livraison du pont sur le Logone est annoncée pour 2024

Long de 620 mètres, ce pont permettra de booster les échanges entre le Cameroun et le Tchad. Il s'agit de la 2ème infrastructure de ce type entre les deux pays, après le pont Kouéli qui relie les villes de Nguesserri au Cameroun, et de N'Djamena, au Tchad.

La fin des travaux de construction du pont sur le Logone au Cameroun, qui fera le lien entre la ville de Ya-goua et celle de Bongor au Tchad, est annoncée pour le

1er trimestre 2024. L'information a été révélée lors d'une récente visite du chantier par le ministre camerounais des Travaux publics, Emmanuel Nganou Djoumessi, qui se veut optimiste quant au respect de ces délais, malgré le taux de réalisation actuel estimé à seulement 43% depuis le lancement en février 2020. Il compte notamment, a appris Investir au Cameroun, sur le déploiement des engins de chantier par les sociétés Razel et Sotcogog, adjudica-

taires du contrat. « Nous travaillons dans l'optique de livrer les travaux le 4 mars 2024 comme initialement prévu », a confié au journal Cameroon Tribune Dieudonné Zonou, coordonnateur de l'unité mixte de gestion du projet.

L'ouvrage de 620 mètres devrait coûter 74 milliards FCFA. Il est financé par des prêts de la Banque africaine de développement (BAD) et de l'Union européenne (UE), qui seront supportés par les États

du Cameroun (58%) et du Tchad (42%).

En plus du pont proprement dit, souligne la BAD, le projet intègre la construction de 14,2 km de voies d'accès réparties en 7,4 km du côté tchadien et 6,8 km du côté camerounais, ainsi que d'infrastructures connexes (postes frontaliers, dispositifs de signalisation). Cela porte le coût global du projet à environ 92 milliards FCFA.

COOPÉRATION MOZAMBIQUE-BOTSWANA-ZIMBABWE

La construction d'un port et d'un réseau ferroviaire annoncée

Avec la congestion et les retards de livraison dans les ports sud-africains, le Mozambique souffre en Afrique australe comme une alternative pour maintenir les rapports commerciaux avec le reste du monde.

Le Mozambique, le Botswana et le Zimbabwe ont annoncé qu'ils investiraient 3 milliards USD pour réaliser l'étude de faisabilité d'un nouveau port en eau profonde à Techo-banine, dans le district de Matutuine, province de Maputo. Le port devrait être interconnecté à un réseau de chemin de fer

de 1 100 km dont la construction a été également annoncée.

« Nous sommes parvenus à un accord selon lequel chaque pays investisse un million de dollars pour réaliser l'étude de faisabilité », a déclaré le président botswanais, Mokgweetsi Masisi, à l'issue d'une rencontre avec le président mozambicain Filipe Nyusi, qui était en visite à Gaborone la semaine dernière. La réalisation de ces infrastructures vise « à renforcer les relations commerciales entre les trois pays, en facilitant l'exportation et l'importation de produits, notamment pé-

troliers ». Par sa position géographique, le Mozambique constitue actuellement un relais important pour les échanges commerciaux du Botswana et du Zimbabwe, tous des pays enclavés.

Ces pays qui font aussi transiter des marchandises via les ports et chemins de fer sud-africains, se sont tournés davantage vers le Mozambique afin de diversifier leurs sources d'approvisionnement face à la baisse des performances de ces industries en Afrique du Sud.

KENYA

Savannah Cement lève 500 millions \$ pour financer la construction d'une usine de clinker

L'usine, qui sera construite par la chinoise Sinoma International Engineering, devrait permettre au groupe de couvrir la totalité de ses besoins en clinker.

Le groupe cimentier kényan Savannah Cement a annoncé, dans un communiqué publié le lundi 17 avril, avoir levé 500 millions de dollars pour construire une usine de clinker destinée à couvrir la totalité de ses besoins en ce matériau essentiel à la production du ciment.

Les fonds ont été levés grâce à un emprunt privé, a-t-on précisé de même source.

Savannah Cement a également indiqué que sa nouvelle usine de clinker sera construite par la société chinoise Sinoma International Engineering, à côté de la cimenterie du groupe, située près de la capitale Nairobi.

La durée des travaux devrait s'étaler sur 30 mois. A pleine capacité, l'usine représentera plus de 30 % de la production nationale de clinker au Kenya, où plusieurs rivaux de Savannah Cement importent ce matériau au prix fort.

Au Kenya, la consommation de ciment a atteint un record de 9,45 millions de tonnes en 2022, ce qui représente une hausse de 4% par rapport à 2021, selon les données de l'Office national des statistiques. La demande de ce matériau de construction devrait continuer à augmenter durant les années à venir, d'autant plus que le gouvernement table sur la construction de 250 000 unités de logement abordables en moyenne par an ainsi que sur l'extension du réseau routier et la construction d'une centaine de barrages.

Savannah Cement est le cinquième plus important groupe cimentier du pays, après Bamburi Cement, National Cement Company, Mombasa Cement et East African Portland Cement.

RDC

Le groupe Altech lève 18 millions \$ pour accroître ses activités sur le marché local

Les banques Rabobank et EquityBCDC ont participé à cette initiative en apportant des fonds, sous forme de prêts. Le bénéficiaire Altech prévoit de renforcer sa présence dans de nouvelles régions en République démocratique du Congo.

Le groupe Altech spécialiste de la distribution de produits et services d'énergie propre en République démocratique du Congo (RDC) a annoncé, mardi 18 avril, sur sa page LinkedIn, la levée d'un financement de 18 millions \$, en dettes et sous forme de subventions auprès d'un pool de partenaires.

La ressource financière soutiendra l'expansion d'Altech dans de nouvelles régions en RDC.

« Depuis nos débuts en 2013 dans la partie orientale de la RDC, nous avons été confrontés au défi majeur d'obtenir un financement de fonds de roulement dans nos efforts pour connecter les ménages hors réseau dans les zones rurales, périurbaines et urbaines de notre pays. Le soutien apporté par ces nouveaux investisseurs est l'un des piliers permettant à Altech de fournir une énergie durable à des milliers de personnes », a commenté Malango Washikala, cofondateur et directeur général du groupe Altech.

En 10 ans d'activité, le groupe Altech affirme avoir créé un réseau de distribution réparti dans 22 provinces de la RDC, et vendant plus de 350 000 produits d'énergie solaire. Dans le cadre de cette récente levée de 18 millions \$, le groupe prévoit d'ouvrir plus de 30 points de vente supplémentaires dans des zones rurales.

Parmi le pool d'investisseurs ayant apporté ces 18 millions \$ figurent les banques Rabobank et EquityBCDC. Ces deux établissements bancaires ont participé en accordant des prêts dont les montants n'ont pas été dévoilés.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya d'Alger
Circonscription administrative d'El-Harrach
Commune de Bourouba
Réf: 807 --/B.O.G./2023

Bourouba le: 16 AVR 2023

MISE EN DEMEURE N°01

*L'entreprise ETPH KADI MAHFOUD, Sis à : GRP.PRP N° 78 division 07-
Ouled chebel Alger titulaire d'un marché N° 05/2022, visé en date du
10/10/2022 par le contrôleur financier, pour un montant de :
25 426 373.00 DA, qui a pour objet : Travaux neufs de voirie à la cité
RABAH MOUHOUCHE - BOUROUBA-*

*Suite à l'absence des moyens humains et matériels sur le chantier,
l'entreprise est mise en demeure N° 02 de reprendre les travaux et de
prendre toute les mesures nécessaires pour rétablir cette situation
jugée inacceptable dans un délai ne dépassant pas les 8 jours à
compté de la première parution de cette mise en demeure sur les
quotidiens nationaux et BOMOP.*

*Faute de quoi une résiliation au tort de l'entreprise sera.
Prononcée par le maitre de l'ouvrage.*

Les Enjeux
*Eco****Le quotidien
de l'Economie*****Les Enjeux**
*Eco***Publicité****Appelez le****06 98 16 55 54**

MALGRÉ LES SANCTIONS INTERNATIONALES

La Russie retrouve le «club des 100» milliardaires

Malgré les sanctions internationales, Moscou a bénéficié, selon Forbes Russie, de la flambée des cours des matières premières en vendant gaz, pétrole, métaux et céréales sur les marchés mondiaux, en particulier en Chine, en Inde et au Moyen-Orient.

En 2022, les plus grandes fortunes de Russie ont gonflé de quelque 152 milliards de dollars. D'après Forbes Russie, qui publie ce samedi son classement annuel, cette augmentation serait due aux prix élevés des ressources naturelles, effaçant ainsi les énormes pertes subies après le début de la guerre en Ukraine et les sanctions internationales. Dorénavant, la Russie compte officiellement 110 milliardaires, soit 22 de plus que l'année dernière. Le magazine précise que leur fortune totale est passée de 353 milliards de dollars à 505 milliards de dollars. Forbes note toutefois que la liste aurait été plus longue si cinq milliardaires - Yuri Milner, fondateur de DST Global, Nikolay Storonksy, fondateur de Revolut, Timur Turlov, fondateur de Freedom Finance, et Sergei Dmitriev et Valentin Kipyatkov, cofondateurs de JetBrains - n'avaient pas renoncé à leur citoyenneté russe. Avant le début de la guerre, la richesse totale des milliardaires russes s'élevait à 606 milliards de dollars.

Andrei Melnichenko, qui a fait fortune dans les engrais, a été classé par Forbes comme l'homme le plus riche de Russie, avec une valeur à 25,2 milliards de dollars, soit plus du double de celle estimée l'année dernière. Le second est Vladimir Potanin,

président et principal actionnaire de Nor-nickel, le plus grand producteur mondial de palladium et de nickel raffiné. Sa fortune est estimée à 23,7 milliards de dollars. Enfin, Vladimir Lisin, qui contrôle le sidérurgiste NLMK, a été classé en troisième

ALLEMAGNE

Accord sur une revalorisation salariale des agents du secteur public

Les agents du secteur public allemand ont trouvé un accord salarial avec leurs employeurs, ont annoncé samedi la ministre allemande de l'Intérieur, Nancy Faeser, et le syndicat Verdi. L'accord, qui concerne environ 2,5 millions d'agents, fait suite à une procédure d'arbitrage. Aux termes de l'accord, chaque agent recevra un total de 3.000 euros en versements exonérés d'impôts, échelonnés jusqu'en février 2024, afin de compenser l'inflation, a déclaré le ministère dans un communiqué.

A partir de mars 2024, les salaires augmenteront de 200 euros par mois et, dans un deuxième temps, de 5,5%, était-il ajouté. L'accord sera conclu pour une durée de deux ans.

position sur la liste Forbes Russie avec une fortune de 22,1 milliards de dollars. L'année dernière, Vladimir Lisin figurait sur la première marche du podium de Forbes Russie. Parmi les nouveaux noms russes, on trouve des milliardaires qui ont gagné de l'argent dans la restauration rapide, les supermarchés, les produits chimiques, la construction et les produits pharmaceutiques, ce qui montre que la demande intérieure russe est restée forte malgré les sanctions.

L'économie russe s'est pourtant contractée de 2,1 % en 2022 sous la pression des sanctions occidentales, mais elle a pu vendre du pétrole, des métaux et d'autres ressources naturelles sur les marchés mondiaux, en particulier en Chine, en Inde et au Moyen-Orient. Le prix du pétrole de l'Oural, moteur de l'économie russe, s'est élevé en moyenne à 76,09 dollars le baril en 2022, contre 69 dollars en 2021. Les prix des engrais ont également été élevés l'année dernière. Ce mois-ci, le Fonds monétaire international a relevé ses prévisions de croissance pour la Russie en 2023 de 0,3 % à 0,7 %, mais a abaissé ses prévisions pour 2024 de 2,1 % à 1,3 %, déclarant qu'il s'attendait également à ce que les pénuries de main-d'œuvre et l'exode des entreprises occidentales nuisent à l'économie du pays.

LA CHEFFE DU GOUVERNEMENT L'A SOULIGNÉ

L'Italie a besoin d'un fonds souverain pour attirer l'épargne

L'Italie a besoin d'un fonds souverain pour attirer son importante épargne privée vers le secteur des entreprises et stimuler l'économie, a déclaré la cheffe du gouvernement italien, Giorgia Meloni, dans une interview au journal Milano Finanza.

"Un fonds souverain national, ouvert aux contributions privées, pourrait être l'instrument adéquat pour relancer les investissements, en dirigeant l'énorme épargne de l'Italie vers des objectifs productifs, pour le développement industriel et technologique de la nation", déclare Giorgia Meloni. L'Italie dispose déjà d'un organisme de crédit public, la Caisse des dépôts, qui accorde des prêts aux administrations locales et investit dans des projets jugés d'intérêt national. Mais cet établissement financier public est moins actif dans le secteur des entreprises qu'un fonds souverain. Giorgia Meloni a également indiqué qu'elle travaillait avec le ministre de l'Économie et des Finances, Giancarlo Giorgetti, afin d'augmenter la part des Italiens qui investissent dans la dette publique. Elle a toutefois exclu toute baisse de la fiscalité pour les obligations d'État.

ZONE EURO

La croissance du secteur privé au plus haut depuis près d'un an

La reprise économique dans la zone euro s'est accélérée en avril, l'important secteur des services ayant bénéficié d'une demande encore plus forte, ce qui a permis de contrebalancer la contraction persistante de l'activité manufacturière, montrent des enquêtes PMI publiées vendredi. L'indice PMI "flash" composite est remonté à 54,4, son plus haut niveau depuis 11 mois, après 53,7 en mars, montrent les premiers résultats de l'enquête mensuelle de S&P Global auprès des directeurs d'achats. Pour répondre à la demande croissante, les entreprises ont augmenté leurs effectifs au rythme le plus rapide depuis mai. Le sous-indice de l'emploi est passé à 54,7 contre 53,3.

"Les indices montrent une image globale très positive d'une économie qui continue à se redresser", a déclaré Cyrus de la Rubia, économiste en chef à la Hamburg Commercial Bank. "Toutefois, une lecture plus poussée révèle que la croissance est très inégalement répartie. Par exemple, l'écart entre le secteur des services, en partie florissant, d'une part, et le secteur manufacturier, en perte de vitesse, d'autre part, s'est encore creusé."

Le PMI "flash" des services s'affiche à 56,6 après 55,0 le mois dernier mais celui de l'activité manufacturière est tombé à 45,5, au plus bas depuis près de trois ans, après 47,3. Le consensus les donnait respectivement à 54,5 et 48,0. Le sous-indice mesurant la production manufacturière, qui entre dans la composition de l'indice PMI composite, a fléchi à 48,5 contre 50,4 précédemment.

UKRAÏNE/CÉRÉALES

Le G7 appelle à la prolongation et l'élargissement de l'accord

Le Groupe des Sept a appelé dimanche à "la prolongation, l'entière mise en oeuvre et l'élargissement" de l'accord sur les exportations de céréales ukrainiennes depuis les ports de la mer Noire, ont annoncé les ministres de l'Agriculture des pays membres du G7.

Les ministres "ont reconnu l'importance" de l'accord dans un communiqué publié à l'issue d'une réunion de deux jours organisée à Miyazaki, au Japon.

"Nous soutenons fermement la prolongation, l'entière mise en oeuvre et l'élargissement de l'accord", ont-ils déclaré.

"Nous condamnons les tentatives de la Russie d'utiliser les denrées alimentaires à des fins de déstabilisation et de coercition géopolitique et nous réitérons notre engagement à agir de manière solidaire et à soutenir les personnes les plus touchées par

l'armement de la nourriture par la Russie", était-il précisé.

Les membres du G7 "se tiennent prêts" à soutenir le redressement et la reconstruction de l'Ukraine, en fournissant notamment une expertise en vue de déminer les terres arables et de reconstruire les infrastructures agricoles, indique encore le communiqué.

La Russie a prévenu à plusieurs reprises que l'accord ne serait pas reconduit au-delà du 18 mai à moins que les Occidentaux ne lèvent les obstacles visant les exportations russes de céréales et d'engrais.

Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov doit rencontrer la semaine prochaine à New York le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, avec lequel il discutera de l'accord.

BRESIL

Lula ne veut "plaire à personne" à propos de l'Ukraine

Le président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva a déclaré qu'il ne voulait "plaire à personne" avec sa position sur l'invasion de l'Ukraine par la Russie, après avoir provoqué des critiques en Occident en suggérant que Kiev était en partie responsable de la guerre.

S'exprimant à Lisbonne samedi, au début de sa première visite en Europe depuis son élection à la présidence, M. Lula a déclaré que son objectif était de "trouver un moyen d'amener les deux (la Russie et l'Ukraine) à la table des négociations". "Je veux trouver une troisième alternative (pour résoudre le conflit), qui est la construction de la paix", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse.

M. Lula a été critiqué en Occident pour avoir suggéré que l'Ukraine et la Russie étaient responsables du conflit qui a débuté lorsque Moscou a envahi son voisin en février 2022.

La semaine dernière, il a déclaré que les

États-Unis et leurs alliés européens devraient cesser de fournir des armes à l'Ukraine, estimant qu'ils prolongeaient la guerre.

"Si vous ne faites pas la paix, vous contribuez à la guerre", a déclaré M. Lula. La Maison Blanche a accusé M. Lula de "répéter" la propagande russe et chinoise. M. Lula est arrivé au Portugal vendredi pour une visite de cinq jours, au cours de laquelle il s'efforce d'améliorer les relations avec les pays étrangers.

Le président portugais Marcelo Rebelo de Sousa, qui accompagnait M. Lula lors de la conférence de presse, a déclaré que leurs pays avaient des positions différentes sur la guerre.

Le Portugal est un membre fondateur de l'OTAN et a envoyé du matériel militaire à l'Ukraine. M. Rebelo de Sousa a déclaré que l'Ukraine avait le droit de se défendre et de "récupérer" son territoire.

Les commentaires de Lula sur la guerre

ont suscité la colère de la communauté ukrainienne du Portugal, qui a organisé une manifestation devant l'ambassade du Brésil vendredi.

Plus tôt dans la journée de samedi, M. Lula a assisté à une cérémonie de bienvenue devant le monastère des Jerónimos, à Lisbonne. Deux sympathisants ukrainiens portant un drapeau et une pancarte n'ont pas été autorisés à se tenir près de la zone de la cérémonie parce que des policiers leur ont dit qu'ils n'avaient pas demandé l'autorisation de manifester.

Le Portugal, où vivent environ 300 000 Brésiliens, et le Brésil signeront au cours de leur visite divers accords relatifs à la technologie, à la transition énergétique, au tourisme et à la culture.

Le Brésil a déclaré que le Portugal pourrait être un "allié important" pour aider le bloc sud-américain du Mercosur à négocier un accord de libre-échange avec l'Union européenne.

PORTÉ PAR ESSILORLUXOTTICA ET LE LUXE

Le CAC 40 clôture la semaine sur de nouveaux records

En panne d'inspiration, la Bourse de Paris a repris des couleurs en fin de parcours. Le CAC 40 clôture cette journée en hausse de 0,5% et surtout sur un nouveau record à 7.577 points. Sur la semaine, il s'adjuge 0,76%.

Hésitante en début de séance, la Bourse de Paris a pris le chemin de la hausse, soutenue par EssilorLuxottica et les records des valeurs du luxe. Le CAC 40 termine cette dernière séance de la semaine en hausse de 0,51% à 7.577,00 points, ce qui constitue à la fois un nouveau plus haut historique en clôture et en séance.

En rythme hebdomadaire, l'indice vedette parisien progresse de 0,76%, enchaînant ainsi une cinquième semaine en territoire positif. Les derniers indicateurs macroéconomiques publiés de part et d'autre de l'Atlantique ont rassuré les marchés. Aux Etats-Unis, les indices PMI pour avril sont ressortis supérieurs aux attentes, atteignant, pour le composite, un pic de onze mois, à 53,5 points. Un peu plus tôt dans la journée, les opérateurs ont également pris connaissance d'une accélération de l'activité économique du secteur privé dans la zone euro en avril avec un indice PMI composite atteignant là aussi un plus haut depuis onze mois. Le dynamisme des services a permis de compenser un repli du secteur manufacturier, selon l'indice PMI Flash publié vendredi par S&P Global.

Outre ces statistiques, les publications d'entreprises en Europe et aux Etats-Unis ont également dominé l'actualité. En France, EssilorLuxottica a particulièrement été remarquée, après la publication d'une croissance dynamique en début d'année. Le point d'activité d'Ipsos en revanche n'a pas eu la cote auprès du marché.

"La saison des résultats des entreprises n'est qu'à son début et il est difficile d'en tirer encore des conclusions. Moins de 10% d'entreprises du S&P500 aux Etats-Unis ont communiqué, et jusqu'ici les résultats sont un peu meilleurs que prévus. Néanmoins, le caractère mitigé de ces résultats dans leur ensemble n'a pas vraiment donné d'élan au marché, alors que du point de vue économique, les statistiques conjoncturelles ont été moins porteuses que prévu", souligne Sébastien Paris Horvitz, économiste de La Banque Postale Asset Management.

EssilorLuxottica offre de la visibilité

EssilorLuxottica (+6,3%) a, donc, porté le CAC 40 ce vendredi, dans le sillage de la publication d'une croissance de ses ventes plus de deux fois supérieures aux attentes au premier trimestre, et une vigueur aux Etats-Unis qui a pris de court le marché. L'Oréal a progressé de 3%, les investisseurs ont continué d'apprécier la publication du géant mondial des cosmétiques.

Le luxe reste en grande forme, en témoignent les records de LVMH à 901,10 euros ou d'Hermès qui vient de dépasser le seuil des 2.000 euros à 2.003,50 euros, tous deux signés en toute fin de séance.

En revanche, Ipsos s'est effondré (-13,2%), son chiffre d'affaires s'étant contracté de 2,8% sur les trois premiers mois de l'année. Le groupe pâtit de la fin des grands contrats de suivi signés pendant la pandémie.

Solutions 30 a limité son repli à 5% après avoir publié une perte nette plus forte que prévu par les analystes de TP ICAP Midcap au titre de son exercice 2022.

La palme des gadins du jour revient toutefois à GenSight Biologics qui a plongé de 70% en réaction à sa volte-face surprise sur sa molécule phare Lumevoq.

Sur les autres marchés, l'euro grignote 0,07% face au dollar à 1,09675 dollar. Les cours du pétrole évoluent en légère hausse.

Le Brent de mer du Nord pour livraison en juin progresse de 0,5% à 81,51 dollars le baril, tandis que celui sur le WTI coté en juin gagne également 0,5% à 77,77 dollars le baril.

AVEC LA HAUSSE DES MARCHÉS

Les particuliers ont repris goût à la bourse

Le rebond des marchés a un peu réconcilié les Français avec la Bourse. Le nombre d'investisseurs particuliers actifs sur les marchés financiers est reparti à la hausse au premier trimestre, selon le dernier baromètre de l'AMF.

Les Français ont repris un peu goût à la Bourse après lui avoir légèrement tourné le dos en 2022 dans un contexte financier très chahuté.

Le nombre d'investisseurs particuliers actifs en Bourse au premier trimestre est ainsi reparti à la hausse, dans un contexte de forte remontée des marchés actions, révèle la dixième édition du Tableau de bord des investisseurs particuliers actifs de l'Autorité des marchés financiers (AMF). Depuis janvier 2021, l'AMF publie tous les trois mois un tableau de bord des investisseurs particuliers actifs sur les marchés financiers au cours du trimestre précédent. Il permet de suivre l'évolution des comportements des investisseurs individuels. Au cours des trois premiers mois de l'année, ce sont donc 746.000 particuliers qui ont réalisé au moins un achat ou une vente d'actions. C'est 24% de plus que sur les deux précédents trimestres (600.000). Ce niveau reste toutefois inférieur à ceux re-

censés aux premiers trimestres 2020, 2021 et 2022, souligne l'AMF. Mais il reste encore supérieur aux nombre d'investisseurs actifs en 2018 et 2019, soit avant la crise sanitaire.

Un rebond "sensible" des transactions

Avec le rebond des marchés, les "petits porteurs" ont davantage été tentés de passer à l'action. Entre janvier et mars, ce sont 566.000 investisseurs qui ont acheté des actions, un nombre qui a progressé de 27% sur un trimestre. Un niveau qui n'avait plus été observé depuis le second trimestre 2022 (564.000).

Le nombre de vendeurs a nettement augmenté "après une phase d'attentisme constatée au second semestre de l'an passé", à 513.000. Ce nombre est encore inférieur au nombre d'acheteurs - pour rappel 566.000 - ce qui extériorise un solde acheteurs-vendeurs positif. La reprise des marchés actions depuis le début de l'année a certainement incité des néo-

phytes à se lancer (ou relancer) en Bourse. Le nombre de nouveaux investisseurs particuliers, qui n'avaient auparavant jamais passé d'ordre de Bourse jusqu'ici ou étaient inactifs depuis janvier 2018, a d'ailleurs progressé pour ressortir à 51.000, contre 37.300 en fin d'année 2022.

Du côté du nombre de transactions réalisées à l'achat et à la vente sur des actions au cours du trimestre, celui-ci a sensiblement rebondi par rapport aux deux trimestres précédents, à plus de 11,9 millions, ce qui représente près du double de la moyenne trimestrielle observée en 2018 et 2019.

L'autre fait notable de ce baromètre est le fort attrait des investisseurs pour les fonds indiciels cotés (ETF). Le nombre d'investisseurs ayant misé sur un ETF au premier trimestre s'est élevé à 159.000, soit un plus haut niveau depuis cinq ans.

RETENUE AVANT LES RÉSULTATS DE LA TECH

Wall Street termine en légère hausse

La Bourse de New York a terminé en légère hausse vendredi, toujours prudente avant une séquence qui verra les géants technologiques publier leurs résultats la semaine prochaine et la réunion de la banque centrale américaine (Fed) immédiatement après.

Le Dow Jones a grignoté 0,07%, l'indice Nasdaq s'est octroyé 0,11% et l'indice élargi S&P 500 a grappillé 0,09%.

"Le marché est en position d'attente avant les résultats de la tech, la semaine prochaine, et la décision monétaire de la Fed, dans deux semaines", a commenté Angelo Kourkafas. "Ce seront les deux prochains catalyseurs."

Sont ainsi attendus Microsoft et Alphabet, mardi, Meta, mercredi, et Amazon, jeudi, dont les cours ont tous résisté, depuis le début de l'année, à la poursuite du resserrement monétaire en cours ainsi qu'à la crise bancaire.

"C'est un groupe resserré (de capitalisations géantes technologiques) qui a donné la direction au marché" jusqu'ici en 2023, ce qui accroît leur importance dans les indices et les mouvements de Wall Street,

au-delà même de leurs valorisations géantes, selon Angelo Kourkafas.

"Donc on ne peut pas dire, comme pour les banques, que les attentes sont assez faibles" en matière de résultats, explique l'analyste. "Il y a un peu de nervosité quant à leur capacité à répondre aux attentes." Sur la semaine, le S&P a enregistré quatre variations quotidiennes inférieures à un demi-point, frôlant même l'équilibre à trois reprises. "Même si l'humeur du marché est clairement meilleure qu'il y a six mois, elle reste prudente", relève Angelo Kourkafas. "Il y a toujours beaucoup de liquidités non investies."

Après avoir démarré en ordre dispersé, la place new-yorkaise est passée résolument dans le vert en fin de séance, aidée notamment par les indices d'activité PMI pour avril, publiés par S&P Global, ressortis nettement au-dessus des attentes, tant dans le secteur manufacturier que dans les services. Le Nasdaq a profité du bond d'Amazon (+3,03%) pour tirer son épingle du jeu. Le groupe de Seattle (Etat du Washington) a bénéficié d'une note enthousiaste des analystes de JP

Morgan, encouragés notamment par les mesures d'économie engagées par la direction. Autre locomotive du Nasdaq, Tesla (+1,28%), qui s'est repris après une séance calamiteuse jeudi.

Vendredi, le constructeur de véhicules électriques a relevé ses tarifs sur les modèles S et X aux Etats-Unis, une première hausse après six baisses consécutives depuis le début de l'année pour faire face à la concurrence et à un ralentissement des ventes.

Toujours au rayon technologique, la plateforme de réservation de véhicules de tourisme avec chauffeurs (VTC) Lyft s'est envolée (+6,10%) après avoir annoncé une nouvelle vague de licenciements, que le Wall Street Journal évalue à 30% des effectifs.

La nouvelle a coté à son grand rival, Uber, qui a lâché 2,13%. Ailleurs à la cote, la place new-yorkaise a salué les résultats, supérieurs aux attentes, du géant des produits de soin et d'hygiène Procter and Gamble (+4,02%), qui a relevé ses prévisions de chiffre d'affaires sur l'ensemble de son exercice décalé (qui s'achèvera fin juin). Le groupe de Cincinnati

(Ohio) est parvenu à monter ses prix dans tous les segments de son activité, ce qui a compensé une stagnation, voire une baisse des ventes en volume. Alors qu'elle s'apprette à publier ses résultats lundi après Bourse, la banque américaine First Republic a gagné 2,74%. Ses données trimestrielles sont très attendues car elle a, un temps, été considérée comme le prochain maillon faible de la crise bancaire.

Après avoir dévié de près de 20% jeudi suite à l'annonce de la fermeture du site d'information BuzzFeed News, BuzzFeed a poursuivi sa dégringolade (-10,68%).

Le groupe de services pétroliers SLB, anciennement Schlumberger (-4,18%), a reculé malgré des résultats au-dessus des anticipations et des propos optimistes du directeur général Olivier Le Peuch pour le second semestre 2023.

Comme les actions, le marché obligataire a connu une journée calme, malgré une légère tension sur les taux. Le rendement des emprunts d'Etat américains à 10 ans ressortait à 3,56%, contre 3,53% jeudi en clôture.

GRÂCE À L'ÉNERGIE ET LA DISTRIBUTION

Hausse des bénéfices de l'indien Reliance

Le conglomérat indien Reliance Industries a annoncé vendredi une hausse de son bénéfice net du premier trimestre supérieure aux prévisions, grâce à une forte croissance dans l'énergie et la distribution. Le groupe contrôlé par Mukesh Ambani, première fortune d'Asie, a enregistré un bénéfice net de 192,99 milliards de roupies (2,35 milliards de dollars) au cours des trois premiers mois de l'année.

La hausse est de 19,1% sur la même période de 2022 et a largement dépassé les attentes des analystes financiers, qui tablaient sur 168 milliards de roupies, selon un sondage du grand quotidien économique indien, The Economic Times. L'activité pétrole-chimie de Reliance «a affiché son bénéfice d'exploitation le plus élevé jamais enregistré malgré les incertitudes et les perturbations mondiales dans les flux commerciaux de matières premières», a souligné Ambani dans un communiqué.

Le chiffre d'affaires total est cependant resté légèrement inférieur aux estimations du marché, à 2.160 milliards de roupies (26,37 milliards de dollars), soit 2,1% de plus qu'à la même période l'année précédente, mais 1,9% de moins qu'au quatrième trimestre 2022. Le bénéfice avant intérêts, impôts, amortissements et amortissements de l'activité pétrole-chimie s'est élevé à 162,93 milliards de roupies (1,99 milliard de dollars), soit une augmentation de 14,4% par rapport au trimestre équivalent de 2022.

Mais le chiffre d'affaires de cette activité a chuté de 11,8% en raison d'un effet prix, notamment ceux des distillats. Côté exploration-production dans le pétrole et le gaz naturel, activité d'envergure plus modeste chez le géant de l'énergie, le chiffre d'affaires a plus que doublé d'une année sur l'autre, dopé à la fois par la hausse des cours et l'augmentation de la production, pour atteindre 45,56 milliards de roupies.

DIGITAL SERVICES ACT

L'Europe avance lentement mais sûrement dans sa mise au pas des géants de la tech

Cette semaine, une étape importante a été franchie dans l'application échelonnée du Digital Services Act (DSA), le règlement européen censé mettre au pas les Gafam et toutes les autres plateformes du Web.

Le texte prévoit une liste impressionnante de nouvelles obligations qui protégeront bien plus qu'avant les consommateurs européens. Voici ce qu'il faut retenir des derniers épisodes. « Il est temps d'ouvrir la boîte noire ». C'est par ces mots qu'un des porte-parole de la Commission européenne annonçait, le 18 avril dernier, l'inauguration à Séville du Centre européen pour la transparence algorithmique. Voilà cinq mois que le règlement européen sur les services numériques, communément appelé « Digital Services Act » ou DSA, est entré en vigueur.

Et comme un puzzle qui prend lentement forme, ce 18 avril marquait la toute dernière étape du long processus d'application de ce texte qui a commencé le 16 novembre dernier, date de son entrée en vigueur, et qui s'achèvera le 16 février 2024. Retour sur le chemin parcouru depuis cinq mois par le DSA dont l'objectif est de davantage protéger les consommateurs européens dans le monde impitoyable du Web.

17 février : la déclaration du nombre d'utilisateurs

Les règlements européens sont des textes de loi qui s'appliquent normalement dans toute l'Europe, dès leur publication au Journal officiel de l'Union européenne (UE). Mais le DSA entraîne de tels changements de normes que les législateurs ont opté pour une mise en application échelonnée. Car désormais, tout ce qui est interdit hors ligne va l'être en ligne. Alors que jusqu'à présent, les 10 000 acteurs du Web étaient peu ou rarement responsables des contenus diffusés sur leurs plateformes, les règles vont changer. Et elles vont davantage protéger les droits fondamentaux des Européens. Résultat, le chantier est tel qu'après sa date d'entrée en vigueur officielle – le 16 novembre 2022 – il a fallu attendre le 17 février dernier pour qu'une nouvelle étape soit franchie dans l'application du texte.

Les très gros acteurs du Web avaient jusqu'à la mi-février pour déclarer leur nombre d'utilisateurs. Cette phase d'auto-déclaration a permis d'identifier les « très grandes plateformes en ligne » (« Very large online platforms », VLOP) ou les « très grands moteurs de recherche en ligne » (« Very large Online Search engine », VLOSE), ceux qui ont plus de 45 millions d'utilisateurs, un chiffre correspondant à 10% de la population totale de l'UE. Le fait d'être un VLOP ou un VLOSE signifie qu'il faudra respecter des obligations

bien plus strictes que celles destinées aux plus petits acteurs.

La raison ? Ces géants, de par leur puissance, leur force de frappe et leur capacité à influencer les opinions et les élections, représentent « un risque systémique pour l'ensemble de la société », explique la Commission européenne.

Les grandes plateformes déjà en pleins préparatifs

Pour les réguler, l'UE a dressé une liste assez impressionnante de nouvelles obligations à respecter. Et au vu de ce qui est demandé, de nombreuses entreprises se préparent déjà à s'y conformer. Le DSA s'appliquera en effet de manière échelonnée : en février 2024, les 10 000 plateformes du Web utilisées par les citoyens européens – une catégorie qui comprend autant les réseaux sociaux que les places de marché ou les messageries, qu'ils aient ou non leur siège en Europe, devront se plier au nouveau texte, sans exception. Mais ce sont les VLOP et les VLOSE qui devront, les premières – et dès l'été 2023 – montrer patte blanche.

Ils devront par exemple expliquer comment fonctionnent leur modération – et si elle n'est pas suffisante, ils seront obligés d'y remédier. Leurs services publicitaires et les algorithmes utilisés seront aussi étudiés. Ils ne pourront plus recourir aux dark patterns – des interfaces destinées à manipuler l'utilisateur au moment de faire un choix. La publicité ciblée sera plus encadrée. Tous les ans, ces très grosses plateformes devront aussi analyser « les risques systémiques » provoqués par leur service.

Ils devront pour ce faire répondre aux questions suivantes : les contenus diffusés sur leur plateforme mettent-ils en danger les droits fondamentaux des utilisateurs ? La société en question lutte-t-elle contre la désinformation, la haine et la violence en ligne ? Après avoir fait un état des lieux, ils devront adopter des correctifs ou des atténuations. Ils auront aussi l'obligation de réaliser un audit externe tous les ans. Et en cas de non-respect, la sanction est salée : ils devront payer une amende correspondant à 6% de leur chiffre d'affaires annuel mondial.

UNE INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Elle va remplacer le moteur de recherche historique de Google

Face à la montée en puissance de Bing avec l'intégration de son chatbot animé par GPT, ainsi que son générateur d'images, les équipes de développement de Google mettent les bouchées doubles pour intégrer Magi, une IA qui pourrait révolutionner le moteur de recherche.

Depuis l'arrivée de ChatGPT, et surtout l'intégration de GPT, l'intelligence artificielle d'OpenAI dans Bing, la direction de Google est en alerte. Les équipes de développement des IA ont été contraintes de sortir précipitamment le chatbot Bard, avec de gros soucis à l'issue. Aujourd'hui, alors que le New York Times annonce que Samsung pourrait bien remplacer Google par Bing en tant que moteur de recherche par défaut sur ses smartphones, la tension monte d'un cran chez le géant de

l'Internet. En conséquence, il semble que les IA vont prendre une place importante, lors de la prochaine conférence annuelle Google I/O qui se tiendra le 10 mai. Toujours selon les informations du New York Times, plus de 160 employés de Google seraient actuellement en train de plancher sur une IA directement intégrée au moteur de recherche. Elle porterait le nom de code « Magi » et remplacerait le chatbot Bard. Ces développeurs testeraient intensivement la qualité conversationnelle de cette IA dans ce que Google appelle des « salles de sprint », un nom évocateur. Magi serait un hub doté de plusieurs modules. Ainsi, l'outil de discussion Searchalong permettrait de rechercher des informations, de la musique lors d'une simple conversation. Sous forme de chatbot, Magi viendrait également révolutionner le moteur de

recherche en proposant des listes d'achat de produits, ou des sélections d'informations. Enterrer les échecs de Bard pour mieux remodeler le moteur de recherche à l'ère des IA, c'est ce que sont en train de peaufiner les équipes de développement chez Google.

Comment révolutionner Google sans perdre les revenus publicitaires ?

Un autre module appelé Gifi permettrait de générer des images à partir de texte via Google Image, comme le fait déjà Microsoft avec Bing Image Creator. Google aurait aussi connecté son IA à Google Earth et son chatbot pourrait assister l'utilisateur lorsqu'il consulte un site pour organiser un voyage, par exemple. Enfin, ce nouvel agent conversationnel pourrait également faire de la programmation.

E-COMMERCE TEXTILE

Asphalte lève 5 millions d'euros

Le site de vente en ligne d'habillement, qui emploie une quarantaine de personnes, veut exporter son modèle de précommande.

Asphalte poursuit son expansion. Le site de vente en ligne de vêtements, fondé en 2016 par William Hauvette et Rodolphe Gardies, a annoncé, le 22 mars, la levée de cinq millions d'euros auprès de quatre fonds d'investissement, Quadia, spécialiste suisse des investissements dans les sociétés à impact ; M Capital Partners ; Kostogri, société d'investissement de Nicolas Béraud, fondateur et directeur général du site de paris sportifs Betclix ; et NACO. Les deux associés demeurent majoritaires au capital. Il s'agit de sa première levée de fonds. Jusqu'ici, le spécialiste de la vente d'habillement en précommande opérait en autofinancement. L'exercice 2022, marqué par une stabilisation des ventes à 22 millions d'euros et un résultat opérationnel proche de l'équilibre, a incité les associés à trouver des fonds pour soutenir son développement sur de nouveaux marchés.

Spécialiste de la mode masculine, le site a lancé ses premières lignes féminines l'an dernier et a décliné son activité à l'étranger grâce à des versions en anglais et en allemand. A en croire M. Hauvette, ses premiers pas en Allemagne, en Autriche, aux Pays-Bas et en Scandinavie sont encourageants. Cette levée de fonds devrait permettre au site de recruter de nouveaux collaborateurs. Installée à Bordeaux, depuis ses débuts, l'entreprise emploie aujourd'hui une quarantaine de personnes.

Vente permanente en sus

Le recours à cette levée de fonds intervient alors que le marché de l'habillement traverse une crise sans précédent, y compris sur Internet. Après une envolée en 2020 et 2021, la vente en ligne de vêtements a souffert d'un reflux en 2022. La guerre en Ukraine a, de surcroît, renchéri les coûts de fabrication, notamment pour les start-up spécialisées dans la vente en précommande. A tel point que ce modèle vacille.

START-UP

Le nombre de Deeptech françaises créées par an a doublé entre 2018 et 2022

Les « deeptech » attirent les investisseurs. Le nombre de start-up françaises à haut degré d'innovation technologique créées chaque année a doublé depuis le lancement par le gouvernement du Plan Deeptech en 2019, selon un bilan diffusé mardi par Bpifrance. En 2022, 320 jeunes pousses « deeptech », porteuses d'innovation de rupture, ont été lancées, contre 160 en 2018, juste avant le début du Plan Deeptech, dont l'un des objectifs est d'atteindre le nombre de 500 par an d'ici 2025. Cette multiplication par deux a été portée « par la montée en puissance d'un continuum de financement spécifique pour les start-up deeptech », indique

Bpifrance, le bras armé de l'État pour soutenir l'innovation.

Près de 1.800 start-up « deeptech » actives

En 2022, les start-up « deeptech » ont levé 2,6 milliards d'euros de capital, montant multiplié par 2,4 depuis le lancement du Plan, synonyme d'une « dynamique d'investissement favorable ». « La France compte aujourd'hui près de 1.800 start-up "deeptech" actives », précise en outre Bpifrance, et 24 d'entre elles sont présentes en 2023 dans le label « French Tech 120 », qui sélectionne les 120 start-up françaises les plus prometteuses.

CUPRA TAVASCAN

Enfin un véritable SUV électrique sportif ?

Cupra, la marque sportive de Seat vient de lancer son second modèle 100% électrique, un SUV compact qui ne manque pas de caractère.

Qui a dit qu'on s'ennuyait en SUV ? Certainement pas Cupra qui tient à faire la démonstration que ni la corpulence, ni la motorisation électrique ne sont un frein au plaisir de conduite. Son dernier modèle, le Tavascan, veut être les deux à la fois, dynamique et fun à conduire. Présenté officiellement à Berlin en amont du grand prix de Formula-e auquel la marque participe par ailleurs, le Tavascan est un SUV compact bâti sur la même plateforme que le Q4 e-tron d'Audi, l'ID.5 de VW ou encore le Skoda Enyaq Coupé. La différence cette fois-ci, outre une arrivée décalée par

rapport aux autres marques du groupe VW, c'est l'ADN Cupra et les modifications que le constructeur a pu apporter à une plateforme désormais bien connue.

L'esprit Cupra respecté à la lettre

Le Tavascan, qui tire son nom d'un village espagnol situé dans la province de Lérida, en Catalogne, d'où Seat est originaire, affiche des lignes très sculptées. Sa forme coupée ne l'empêche pas de s'étaler sur 4,64 m de long, ce qui n'en fait pas le SUV compact qu'il prétend être. Qu'importe, le Tavascan joue sur son galbe et des proportions très sportives, transcendées par les jantes imposantes de 21 pouces,

pour crier au monde entier, s'en envie d'en découler sur la route.

Dans ce contexte, son petit spoiler à l'arrière paraît presque timoré, mais il vient souligner l'optique arrière qui s'étend d'un bout à l'autre du véhicule et qui illumine le logo Cupra au centre. Notre coup de cœur sur ce Tavascan se situe à l'avant, sur la signature lumineuse. Constituée de trois petits triangles, celle-ci n'est pas sans rappeler la Triforce chère à Zelda.

À l'intérieur, le message ne change pas. Le nouveau SUV de Cupra se veut moderne et performant. Ainsi, l'habitacle est assez audacieux. En effet, la marque espagnole aurait pu, comme dans n'importe

quel véhicule électrique, faire disparaître tout élément apparenté au tunnel de transmission. Non seulement, elle s'y refuse, mais elle choisit même de mettre en valeur cet élément graphique en travaillant sur le point de contact avec la planche de bord. S'il n'y avait cet énorme écran de 15 pouces, cette jonction assez peu habituelle aurait été l'élément le plus marquant de l'habitacle. Pour le reste, l'intérieur du SUV joue avec les formes, mais surtout avec les couleurs. Sur ce point, il convient de souligner l'excellent travail des équipes de Cupra sur l'éclairage intérieur du véhicule.

MG CYBERSTER

Un coupé cabriolet électrique... et pas cher ?

Le roadster électrique du futur ne sortira certainement pas d'une usine Tesla.

C'est un retour aux sources attendu, certes, mais toujours aussi surprenant. MG, constructeur anglais sous pavillon chinois, a dévoilé son premier roadster électrique, le Cyberster, un modèle qui s'inscrit dans l'ADN ancien de la marque, mais qui tranche avec ses évolutions les plus récentes. Ce coupé cabriolet arrive à point nommé. Il permet à la fois de fêter dignement les 100 ans d'une marque mythique de l'histoire automobile (Morris Garage), mais aussi de couper l'herbe sous le pied de Tesla qui promet son roadster depuis six longues années, sans daigner le montrer.

Annoncé à l'automne dernier, le projet de MG est lui déjà sur pied, le Cyberster est non seulement officiel, mais déjà prévu pour l'été 2024.

Extérieurement, le Cyberster en impose et parvient subtilement à mélanger références du passé (cabriolet à capote souple) et lignes actuelles. Carl Gotham, le directeur du design des studios de Marylebone (les voitures de MG sont encore dessinées en Grande-Bretagne), le confirme : « Notre intention était d'imaginer un roadster pour une nouvelle génération de conducteurs de voitures de sport en partant d'une feuille blanche, ouvrant ainsi un nouveau chapitre particulièrement excitant pour MG. Le style évocateur du Cyberster rend hommage aux célèbres roadsters de la riche histoire de MG : son long capot avant, avec son nez plongeant et ses surfaces galbées, tout en introduisant des innovations spectaculaires comme ses portes en élytre et sa face arrière imaginée à la manière d'un Kamm-



back. » Vraie sportive ou véhicule vitrine ? Pour l'instant, les informations dévoilées par MG ne concernent que l'esthétique du véhicule. Impossible d'en savoir davantage sur sa fiche technique et encore moins sur son prix. Pourtant, ce sont ces deux données qui détermineront la place du Cyberster dans le panorama automobile actuel.

En effet, si MG veut préserver au maximum la sportivité de son roadster, il devra faire quelques choix difficiles en matière de motorisation et de batterie. Sur ce type de véhicules, la légèreté est généralement un gage de qualité. Or, si la réduction de poids a toujours été une obsession chez les spécialistes du roadster anglais comme MG, mais aussi Lotus, elle se conjugue mal avec la nécessité d'intégrer des batteries qui elles sont par définition

lourdes. MG saura-t-il trouver le bon compromis ? L'autre question majeure concerne le prix de ce coupé cabriolet. Depuis son retour en Europe en 2020, à l'initiative de SAIC Motors, MG s'est efforcé de tirer les prix vers le bas avec des véhicules particulièrement attractifs. En témoignage ses plus récentes productions, la MG5 et surtout la MG4, sans doute le meilleur véhicule électrique du moment au niveau qualité/prix. Le Cyberster sera-t-il vraiment de ceux-là ? MG, peut-il produire un véhicule qui soit à la fois attrayant, sportif et accessible ? Sur le papier, c'est possible, mais ce qui l'est également, c'est que le roadster ne soit qu'un véhicule vitrine pour la marque, une façon pour SAIC de démontrer qu'il est capable de fabriquer autre chose que des voitures abordables. Réponse dans quelques mois.

BERLINES COMPACTES

Quels modèles à essence consomment le moins ?

Quels modèles de voiture de type berline compacte à moteur essence consomment le moins sur le marché en 2023 ? Découvrez le top 20 actuel, données chiffrées à l'appui.

Connaissez-vous la consommation moyenne en carburant de certaines des voitures les plus populaires du marché sur le segment des compactes à essence ?

Nos confrères d'Auto Plus ont mené une batterie de tests comparatifs au volant d'une vingtaine de modèles afin de définir un classement (ci-dessous), de la moins gourmande à celle qui consommera le plus en moyenne par 100 kilomètres.

Précisons que le laboratoire de nos confrères a écarté les modèles full hybride et hybrides rechargeables de leur analyses.

Les mesures de consommation ont été effectuées après un roulage précis reflétant l'usage en vie réelle, en comparaison des données WLTP des constructeurs.

Peugeot dévoile ses 408x et Inception concept à Shanghai 2023

Peugeot a profité du Salon auto de Shanghai 2023 pour présenter la 408X, la version de son SUV à destination du marché chinois, et son concept-car Inception. Présentée en juin 2022, la Peugeot 408 poursuit son petit bonhomme de chemin à l'international.

Le nouveau SUV de la marque au lion a été présentée sous une appellation spéciale, 408X, (nommée ainsi 408X car la gamme Peugeot en Chine comprend déjà un modèle baptisé 408), à l'occasion du Salon de Shanghai qui se tient du 18 au 27 avril 2023.

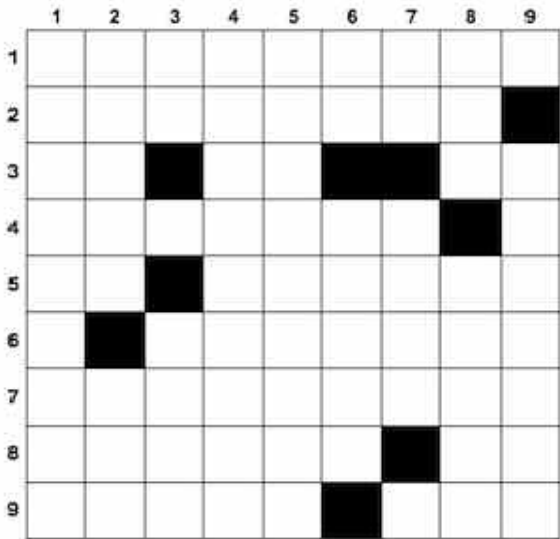
Peugeot 408x : une silhouette fastback inédite

La Peugeot 408X, commercialisée depuis janvier en Chine où elle est produite à l'usine Dongfeng, présente une silhouette fastback inédite, aussi bien dans l'histoire de la marque que sur le marché auto. Sous son capot, une gamme de deux motorisations hybrides auto-rechargeables de 180 ch et 225 ch, aux côtés du moteur essence PureTech de 130 ch. Une offre complétée par la dernière génération du i-Cockpit dans son habitacle.

Pour compléter le tableau, Peugeot a également présenté son fameux Inception. Dévoilé en première mondiale au CES de Las Vegas, puis présenté en Europe, ce concept car est l'expression de la vision du futur de Peugeot.

Avec un nouveau langage de design, son intérieur high-tech, comme son volant gaming, et sa promesse de sensations inédites de conduite, le Peugeot Inception ouvre une nouvelle ère pour les futurs véhicules électriques du constructeur français.

MOTS
CROISÉS



Grille 1

Horizontalement

1 Lasagnes sans mozzarella ni parmesan.2 Sa patte sert à faire des papouilles.3 Après le nu.- Abréviation d'hexagone.- Grand bassin.4 Ne laisse pas le mufler indifférent.5 Personnel.- Pour calfater le rafiote.6 Retraits ni bancaires ni militaires.7 Arrachées.8 A bibi.- Un petit lit.9 Fait se trémousser le popotin des Latinos.- Fait des lacets en Autriche.

Verticalement

1 Des paquets de bouchers.2 Rébarbatif.- Dans le panthéon égyptien, il en avait dans le chou.3 Faisait suer le scribe.- Objet d'un premier meurtre.4 De la mitraille qui n'a pas beaucoup d'impact.5 Fit une griffe sur le cuir.6 Indéfini.- Son pet n'a rien de malodorant.7 Queue de pie.- Dézinguée.8 Sur les fesses de Ferré.- Ne s'entonnait pas comme un requiem.9 Peut se dire d'un poulet qui a fait ses preuves.

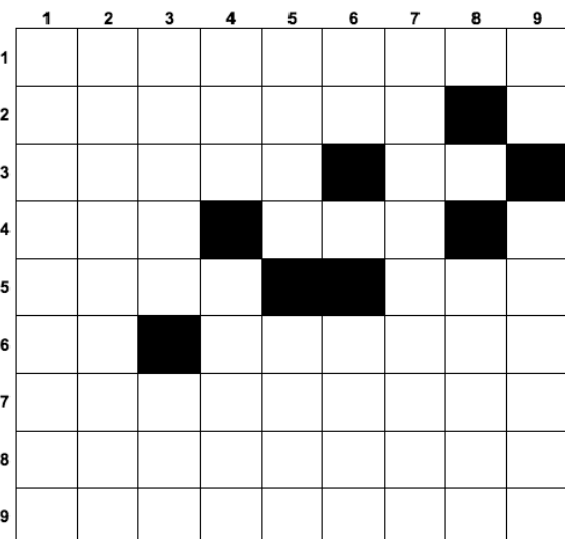
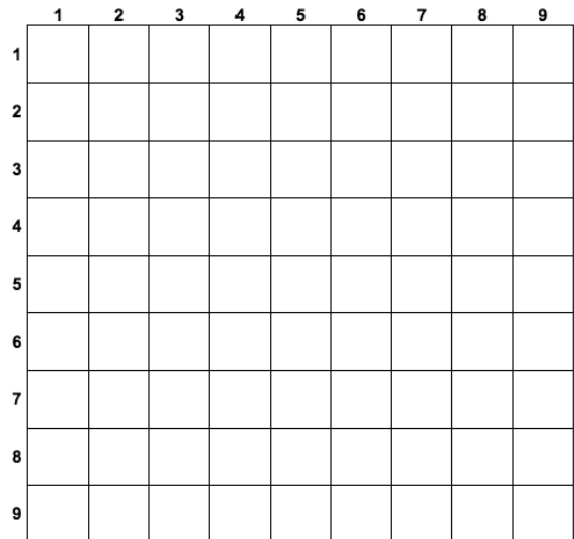
Grille 2 Muette

Horizontalement

1 Il fait partie de la Maison J't'arquepinces.2 Vous pouvez le faire de la touffe ou de la coiffe.3 Le même topo.- Au bout du compte.- On y boit en Suisse.4 Peut se dire de chaussettes ravaudées.5 Préposition.- Ce bout donne des signes d'inflammation.- Biche.6 Ane savant.7 Vous prend beaucoup d'intérêt.8 Faire ce qu'il faut pour devenir pion.- Vieille peau.9 Auxiliaire qui a fait son temps.- Galipettes.

Verticalement

1 Arrache le chiendent.2 La scie y passe et repasse.- Se met à table sans difficulté.3 Baroud final.- Assaisonne.4 Fabricante de guimauves.5 Pas garanti sur facture.6 Au bout de la pétoire.- Déchire la toile.7 Serrée sans être alpaguée.- Nestor le Fripé l'avait dans la peau.8 Pour le taulard, c'est à coup sûr la décarrade du ballon !- Bout dans le faitout.9 Montrent à l'évidence que là où il y a de la gêne, il n'y a pas de plaisir.



Grille 3

Horizontalement

1. Accompagnent partout le traqueur.9. C'est tous les jours qu'il prend sa musette.10. Pas loin de six bornes.11. Pas ringard.12. Mot de passe.13. Varie en fonction de l'âge.15. Lieu de rassemblement de sardines.17. Affluent chez les Suisses.19. Picté.20. Hercule de foire.23. Des gails à robe jaune pâle.25. Pas vraiment sur son trente-et-un.26. Qui ont une sacrée descente.

Verticalement

1. C'est parfois un ramier, mais il est souvent fort actif.2. Grasses à souhait.3. En forme d'avergot.4. Gobé.5. Comprennent parfaitement le jargon.6. Personnel.7. A vraiment mauvaise mine quand elle sort du bureau.8. Dans la terrine.14. Bien polis.16. Monta de manière cavalière.18. Elle est souvent accompagnée de blanc-sec.21. Un roi difficile à détrôner.22. Agrémente la présentation de certaines feuilles.24. Un peu plus que le b-a ba.

RICHESSE COLLECTIVE DE 19 SUPER-RICHES AFRICAINS 81,5 milliards de dollars en 2022

En 2022, le nombre de milliardaires africains en dollars USD a augmenté à 19, contre 18 en 2021, selon un classement publié le 30 janvier 2023 par Forbes. Toutefois, la richesse collective de ces 19 super riches a baissé de 3,1 milliards USD au terme de l'année 2022, pour atteindre 81,5 milliards USD. Sans surprise, le Nigérian Aliko Dangote (photo) demeure l'homme le plus riche d'Afrique, et ce pour la 12e année consécutive. Sa fortune est estimée à 13,5 milliards \$, à fin 2022. Elle est en baisse de 400 millions \$, par rapport à l'année précédente (2021). Selon la plateforme Bloomberg Billionaires Index, Aliko Dangote est également le 85e homme le plus riche au niveau mondial, mais sa fortune est plutôt estimée à 19 milliards \$, en février 2023.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie **Eco**

Lundi 24 Avril 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

RUSSIE

Medvedev menace le G7 de mettre fin à l'accord céréalier

L'ancien président et Premier ministre russe Dmitri Medvedev a menacé dimanche de mettre fin à l'accord sur les exportations de céréales à partir des ports de la mer Noire si le G7 décidait de restreindre drastiquement ses exportations vers la Russie. L'agence de presse japonaise Kyodo, citant des sources gouvernementales nippones, a rapporté cette semaine que les pays du G7 réfléchissaient à une interdiction quasi totale des exportations à destination de la Russie.

Moscou a plusieurs fois menacé de se retirer de l'accord céréalier conclu sous l'égide des Nations unies et de la Turquie en juillet 2022, cinq mois après le début de la guerre en Ukraine, et qui doit expirer le 18 mai. Le gouvernement russe réclame des Occidentaux qu'ils lèvent leurs restrictions sur les ventes de fertilisants.

"Cette idée des idiots du G7 à propos d'une interdiction totale des exportations vers notre pays est magnifique par défaut car elle implique une interdiction réciproque des importations à partir de notre pays, y compris pour des catégories de biens qui sont les plus sensibles pour le G7", a déclaré sur Telegram Dmitri Medvedev, qui occupe désormais le poste de vice-président du Conseil de sécurité russe.

"Dans un tel cas de figure", a-t-il ajouté, "l'accord céréalier - et de nombreuses autres choses dont ils ont besoin - serait terminé pour eux."

Les ministres de l'Agriculture du G7 (Etats-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Canada, Italie) ont appelé dimanche dans un communiqué au renouvellement et à la pleine mise en oeuvre de l'accord qui sécurise l'exportation de céréales ukrainiennes de plusieurs ports de la mer Noire.

COOPÉRATION

Tebboune en visite d'Etat en France en juin

Le président algérien Abdelmadjid Tebboune effectuera une visite d'Etat en France en juin, a annoncé hier dimanche la présidence algérienne, après un entretien téléphonique entre M. Tebboune et son homologue français Emmanuel Macron. Lors de cet entretien, les deux chefs d'Etat ont "évoqué les relations bilatérales et les moyens de les renforcer, y compris la visite d'Etat du président de la République, en France, qu'ils ont convenu d'organiser la deuxième moitié du mois de juin", a précisé la présidence dans un communiqué.

Cette visite était initialement attendue en mai. L'annonce de cette nouvelle date intervient un mois après que Paris et Alger ont tourné officiellement la page de la dernière crise diplomatique entre les deux pays.

Au cours d'un entretien téléphonique le 24 mars, les deux chefs d'Etat avaient levé des "incompréhensions" liées à une brouille

autour d'une militante franco-algérienne.

Malgré une interdiction de sortie du territoire en Algérie, de la nommée, Amira Bouraoui, qui a été entrée en Tunisie le 3 février clandestinement, avant d'être interpellée au moment où elle tentait d'embarquer en direction de Paris. Elle avait finalement pu partir en avion vers la France le 6 février malgré une tentative des autorités tunisiennes de l'expulser vers l'Algérie.

Alger avait jugé que son départ pour la France constituait une "exfiltration illégale" effectuée avec l'aide de membres du personnel diplomatique et sécuritaire français et avait rappelé son ambassadeur à Paris pour consultation.

Après un grave coup de froid à l'automne 2021, la France et l'Algérie avaient scellé un réchauffement à l'occasion du déplacement d'Emmanuel Macron à Alger en août dernier, avant cette nouvelle brouille, un énième rebondisse-

ment dans des relations très agitées.

La question de la mémoire de la colonisation de l'Algérie par la France au 19e siècle et de la guerre d'Algérie (1954-1962) constitue un des grands points sensibles de la relation entre Paris et Alger, au coeur de plusieurs disputes ces dernières années. Les deux pays multiplient aujourd'hui les efforts pour reconstruire une relation plus apaisée.

La commission d'historiens français et algériens créée pour travailler sur la colonisation française et la guerre en Algérie a tenu une première réunion, le 19 avril. La création de cette instance indépendante de dix membres avait été annoncée en août dernier à Alger par les deux chefs d'Etat.

Il s'agit de "travailler sur l'histoire de l'Algérie contemporaine, pour mieux se comprendre et réconcilier les mémoires blessées", avait précisé l'Elysée dans un communiqué.

Le fonds souverain de Norvège votera contre une résolution climat à l'AG de BP

Le fonds souverain de Norvège, l'un des plus gros investisseurs dans le monde, a indiqué samedi qu'il voterait contre une résolution appelant le groupe pétrolier britannique BP à adopter des objectifs plus ambitieux en matière d'émissions de gaz à effet de serre.

Alors que BP s'efforce déjà de réduire ses émissions, la motion déposée par un groupe d'activistes en amont de l'assemblée générale du 27 avril appelle BP à s'aligner sur les objectifs de l'accord de Paris sur le climat visant à limiter le réchauffement climatique. Norges

Bank Investment Management, qui gère le fonds souverain norvégien, a indiqué l'an dernier qu'il prévoyait d'adopter une ligne plus stricte vis-à-vis des entreprises qui n'adoptent pas de plans climatiques crédibles.

Toutefois, le fonds souligne aussi que s'il vote parfois en faveur de propositions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) portées par des activistes, il les évalue au cas par cas selon leur mérite. Le fonds, dont les ressources viennent du pétrole et du gaz, détient une participation de 2,73% au capital de BP, d'après les dernières données disponibles.

Le Mexique vend son avion présidentiel au Tadjikistan pour 92 millions de dollars

L'argent rapporté par la vente du Boeing Dreamliner 787-8 permettra de financer la construction de deux hôpitaux dans deux des zones les plus pauvres du pays.

Le Mexique va vendre son avion présidentiel au Tadjikistan pour 92 millions de dollars - soit environ 82 millions d'euros -, a annoncé le président Andrés Manuel Lopez Obrador (surnommé AMLO), qui se targue de tenir une vieille promesse électorale en faveur de l'austérité budgétaire. «Nous ne l'avons jamais utilisé mais j'aurais eu honte, je le dis sincèrement, d'utiliser cet avion» dont le coût de la maintenance «est

contraire à l'austérité républicaine», a déclaré le président mexicain dans une vidéo partagée ce jeudi soir.

Après avoir versé les fonds, le gouvernement du Tadjikistan dispose de dix jours pour acheminer le Boeing Dreamliner 787-8 à Douchanbe, la capitale du Tadjikistan. L'appareil avait été acheté pour une somme totale de 218 millions de dollars par l'ex-président Felipe Calderon (2006-2012) et son successeur Enrique Peña Nieto (2012-2018) s'en était servi, a rappelé AMLO, arrivé au pouvoir en décembre 2018.